



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent de la santé

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 054

Le mardi 14 février 2023

Président : M. Sean Casey



Comité permanent de la santé

Le mardi 14 février 2023

• (1105)

[Traduction]

Le président (M. Sean Casey (Charlottetown, Lib.)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la 54^e séance du Comité permanent de la santé de la Chambre des communes.

Nous allons passer les deux prochaines heures à auditionner des témoins dans le cadre de notre étude sur la santé des enfants.

Cette réunion se déroulera en mode hybride, conformément à l'ordre de la Chambre du 23 juin 2022.

Nous avons un témoin en ligne qui aura le choix entre l'anglais et le français au bas de son écran. Je vous rappelle que les captures d'écran ou les photos d'écran ne sont pas permises. Les délibérations seront disponibles sur le site Web de la Chambre des communes. Conformément à notre motion de régie interne, j'informe le Comité que tous les témoins ont effectué les tests de connexion requis avant la réunion.

Je souhaite maintenant la bienvenue aux témoins qui sont avec nous cet après-midi.

Nous accueillons Marco Di Buono, président de la Fondation Bon départ de Canadian Tire et le Dr Tom Warshawski, président de la Childhood Obesity Foundation, qui est avec nous par vidéoconférence. La Coalition pour une saine alimentation scolaire est représentée par Carolyn Webb, coordonnatrice, et pour Mobilisation du savoir, nous entendrons Elio Antunes, président et chef de la direction de ParticipACTION.

Merci à tous d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer aujourd'hui.

Chaque témoin disposera de cinq minutes pour faire une déclaration préliminaire.

Nous allons commencer par M. Di Buono. Bienvenue au Comité. Vous avez la parole.

M. Marco Di Buono (président, Fondation Bon départ de Canadian Tire): Merci, monsieur le président.

Bon départ de Canadian Tire est un organisme caritatif national qui s'engage à faire en sorte que les enfants du pays aient un accès égal aux activités sportives et récréatives. Regroupant 289 sections communautaires d'un océan à l'autre, Bon départ engendre des occasions pour permettre aux enfants défavorisés de faire du sport et de jouer, et ainsi les habiliter pour qu'ils atteignent leur plein potentiel.

Bon départ, qui est appuyé par un réseau national d'alliés et soutenu par la Société Canadian Tire, qui assume tous ses frais généraux et administratifs, a versé plus de 300 millions de dollars afin

d'aider plus de trois millions d'enfants du pays à prendre part au jeu depuis 2005.

[Français]

Nous sommes reconnaissants de l'occasion qui nous est offerte de rencontrer les membres du Comité et de souligner l'importance d'un accès équitable aux sports et aux jeux pour la santé des jeunes du pays. Nous savons que tous les membres du Comité partagent la même conviction que la Fondation Bon départ, à savoir que le sport a le pouvoir de favoriser la santé et la situation sociale des enfants et des jeunes de tous les milieux et de toutes les aptitudes.

[Traduction]

Bon départ met à contribution le pouvoir du sport et du jeu pour engendrer des changements sociaux et promouvoir la santé des enfants. Ce pouvoir peut être utilisé dans le but très précis d'améliorer le développement des enfants et des jeunes, ce qui a notamment pour avantage de favoriser leur bien-être social et émotionnel, leur rendement et leur participation scolaires, la réduction des infractions commises par les jeunes et leur santé physique et mentale.

Le rôle du sport dans le cadre du développement des jeunes est amplement attesté dans les ouvrages scientifiques, ce qui illustre l'importance cruciale des activités sportives et physiques dans le développement sain des enfants.

Cela dit, les jeunes marginalisés sont confrontés à des obstacles majeurs qui les empêchent de profiter de ces avantages, notamment la hausse des coûts de participation, le racisme systémique, les lacunes en matière de pratique sécuritaire de sports et le manque de programmes inclusifs.

Lorsque la pandémie de la COVID-19 a privé de sport les jeunes du pays et mis en péril les organismes canadiens de sports et de loisirs communautaires, l'importance cruciale de l'accès au sport est devenue des plus évidentes pour chacun d'entre nous. Le rapport de Bon départ de Canadian Tire sur la situation du sport de 2022 a révélé que pendant les neuf premiers mois de la pandémie, 1,5 million d'enfants issus de ménages à faible revenu ont perdu plus de 277 millions d'heures de participation sportive en raison de la suspension des programmes ou de la capacité réduite de ceux-ci.

Cette perte d'accès au sport et à l'activité physique a eu, et continue d'avoir, de réelles répercussions sur les jeunes du pays. Par exemple, nos recherches récentes ont révélé que la moitié des parents disent que leurs enfants font moins de sport et qu'ils se préoccupent de la détérioration de leur santé mentale. Quarante-six pour cent de tous les parents disent que leurs enfants se sentent isolés, éprouvent un sentiment de perte, souffrent d'anxiété ou sont en moins bonne forme. La moitié des adolescentes du pays ne pratiquent actuellement aucun sport. Les organismes sportifs signalent que la prestation de programmes durant la période de relance post-COVID-19 est difficile, 91 % d'entre eux se préoccupent de leur capacité à fournir le même niveau de service à leurs communautés, et 82 % se préoccupent toujours de leur capacité à offrir des programmes dans l'avenir.

[Français]

Il n'y a jamais eu de moment plus décisif pour un investissement du gouvernement fédéral dans les sports, les jeux et les loisirs. Nous savons que la mise en œuvre d'une approche de développement par le sport peut générer des retombées sociales et économiques très importantes, tout en améliorant la santé et le bien-être des enfants et des jeunes de tous les âges et de toutes les aptitudes.

[Traduction]

En outre, un leadership national en matière de développement des jeunes par le sport favorisera une plus grande collaboration au sein du gouvernement ainsi qu'un engagement intersectoriel dans les communautés à l'échelle du Canada, accroissant ainsi l'impact et les effets favorables sur les jeunes du pays.

L'initiative Le sport communautaire pour tous de Sport Canada fut une première étape importante dans la reconnaissance de la valeur réelle du sport. De plus, les premières ébauches de la nouvelle Politique canadienne du sport du gouvernement fédéral indiquent un changement selon lequel le sport est principalement utilisé pour obtenir des résultats liés à la santé et l'atteinte du podium devient l'un des nombreux éléments secondaires.

Cela dit, afin de mettre à profit les nombreux avantages du sport sur les plans social et de la santé, nous devons encourager les leaders à l'échelle nationale à se joindre à nous et à investir dans l'avenir de tous les enfants.

Au nom des milliers d'organismes de sports et de loisirs communautaires qui soutiennent des millions d'enfants au pays, nous exhortons le Comité à encourager le gouvernement fédéral à investir davantage dans des sports et des jeux communautaires équitables et sécuritaires dans le but de favoriser la santé et le bien-être de nos jeunes.

Merci.

[Français]

Je vous remercie.

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Di Buono.

Bienvenue au Comité, monsieur, vous avez la parole.

Dr Tom Warshawski (président, Childhood Obesity Foundation): Merci et bonjour.

L'un des risques les plus importants pour la santé des Canadiens et pour la viabilité de notre système de soins de santé est la prévalence actuelle du phénomène de masse pondérale malsaine chez les

enfants et les jeunes. Plus de 30 % de nos enfants sont en surpoids ou en situation d'obésité et, à cause des habitudes de vie ancrées dans l'enfance, la situation s'aggrave avec l'âge.

À l'heure actuelle, plus de 60 % des adultes canadiens ont un poids malsain, ce qui les expose à un risque accru de maladie cardiaque, de diabète de type 2, d'hypertension, d'accident vasculaire cérébral et de cancer. En moyenne, les adultes obèses meurent sept ans plus tôt que leurs pairs qui ont un poids santé. On estime à plus de 7 milliards de dollars par année le coût de l'obésité pour le système de soins de santé du Canada.

L'origine de cette épidémie réside dans les mauvaises habitudes alimentaires acquises dans l'enfance et, dans une moindre mesure, dans le faible niveau d'activité physique. La pandémie de COVID-19 a aggravé la situation. Les ventes d'aliments mauvais pour la santé ont augmenté, les enfants passant plus de temps devant des écrans qui vantent régulièrement des boissons et des aliments nocifs pour leur santé. En outre, les jeunes ont passé moins de temps à pratiquer des activités physiques. Bien que l'on manque de données canadiennes, des études américaines pointent dans le sens d'une accélération de la prise de poids chez les enfants pendant la pandémie de COVID-19.

L'obésité et la surcharge pondérale au niveau de la ceinture abdominale nuisent à la santé des enfants et des jeunes. Elle est associée à des taux accrus de dépression et d'anxiété découlant à la stigmatisation liée au poids, à des taux accrus d'hypertension et de syndrome métabolique à l'adolescence, à des taux accrus de maladies chroniques à l'âge adulte et à des coûts accrus pour le système de soins de santé. Chaque adolescent qui reste obèse à l'âge adulte entraîne des coûts supplémentaires de 25 000 \$ pour le système.

L'obésité aggrave les disparités sur le plan sanitaire. Elle touche de façon disproportionnée les communautés autochtones, puisque 87 % des femmes de Premières Nations développent un diabète de type 2 en raison d'un poids malsain, comparativement à une incidence de diabète de type 2 de 46 % chez les femmes non autochtones.

L'obésité frappe plus durement les Canadiens à faible revenu. Les taux d'obésité sont de 28 % dans le quintile de revenu le plus faible contre 24 % dans le quintile de revenu le plus élevé. Elle touche davantage les collectivités rurales que les collectivités urbaines, avec des taux d'obésité de 31 % dans les régions rurales contre 25 % en milieu urbain.

Le Canada doit prendre des mesures pour prévenir et traiter le problème du surplus de poids chez les enfants et les jeunes. Cependant, les traitements sont coûteux et difficiles d'accès et relèvent principalement des provinces. Le gouvernement fédéral devrait mettre l'accent sur des mesures de prévention efficaces, qui sont de compétence fédérale.

La Childhood Obesity Foundation appuie l'appel lancé au gouvernement fédéral en vue de mener à son terme le projet d'étiquetage nutritionnel sur les emballages et de mettre en œuvre un programme national de nutrition dans les écoles. Cependant, le besoin le plus pressant et, dans une certaine mesure, le résultat le plus facile à atteindre, tient à l'adoption d'une réglementation fédérale en vue de restreindre la publicité d'aliments et de boissons nocifs pour la santé à destination des enfants.

Dans le reste de mon exposé, je me propose de mettre en exergue la raison d'être de cette étape importante, qui est expliquée plus en détail dans le mémoire que la Stop Marketing to Kids Coalition a présenté à votre comité.

Quatre-vingt-dix pour cent des aliments et des boissons destinés aux enfants favorisent un surplus de poids. Chez les adultes, la consommation de ces produits est synonyme de mauvaise santé, sans égard au poids. Persuader les enfants de consommer des aliments qui finiront par nuire à leur santé est contraire à l'éthique. La plupart des enfants de moins de cinq ans ne peuvent pas faire la différence entre la publicité et le contenu. La plupart des jeunes de moins de 12 ans ne comprennent pas l'intention persuasive de la publicité.

Malheureusement, le marketing fonctionne. Elle influence les préférences et les choix alimentaires des enfants. C'est pourquoi l'industrie des aliments et des boissons dépense plus de 1 milliard de dollars par année au Canada pour la publicité destinée aux enfants. Par conséquent, plus de 60 % des calories consommées par les enfants proviennent d'aliments ultra-transformés et aliments nocifs pour la santé. Les parents se font damer le pion par les géants de l'alimentaire qui investissent des sommes énormes dans un marketing sophistiqué qui inonde les ondes et Internet.

Beaucoup, pour ne pas dire la plupart des parents sont mal équipés pour faire face à la situation; 10 % ont des problèmes de santé mentale; 10 % vivent dans la pauvreté; 15 % ont un faible niveau d'alphabétisation; 15 % sont des parents seuls et 17 % sont des immigrants, un pourcentage qui augmente d'année en année. Les immigrants récents sont particulièrement vulnérables alors qu'ils s'efforcent d'embrasser la culture canadienne.

Les parents réclament de l'aide. Ils veulent, très majoritairement, que le gouvernement les aide à garder leurs enfants en santé en imposant des restrictions sur la publicité d'aliments et de boissons nocifs pour la santé de leurs enfants.

Les codes volontaires ne donnent rien. Au cours des 10 dernières années, l'industrie a établi ses propres normes pour encadrer la mise en marché. En juin 2021, elle a révisé son code volontaire. Malgré des critères nutritionnels robustes, les règles d'application comportent des échappatoires de taille, ce qui les protège beaucoup moins que le régime réglementaire actuellement en place au Québec. Les nouvelles règles n'empêcheraient même pas la commercialisation destinée aux enfants de produits comme Lucky Charms. Il faut se garder de faire confiance au renard pour protéger le poulailler.

La stratégie du Canada en matière de saine alimentation, dans le cadre de son objectif qui est de protéger les populations vulnérables, vise notamment à restreindre la commercialisation et la publicité de boissons à teneur élevée en sel, en sucre et en gras saturés dans le cas des enfants. Cet engagement figurait dans les programmes électoraux de 2015 et de 2021 du gouvernement actuel, ainsi que dans le budget fédéral de 2019 et dans quatre lettres de mandat de différents ministres de la Santé.

● (1110)

Santé Canada a un projet de règlement qui devrait être mis en œuvre. Nous recommandons fortement que celui-ci soit publié dans la partie 1 de la *Gazette du Canada* d'ici l'automne 2023, conformément au plan prospectif de réglementation de Santé Canada. Le gouvernement n'a pas à attendre que le projet de loi d'initiative parlementaire C-252 franchisse toutes les étapes au Parlement. La

mise en œuvre d'un cadre réglementaire visant à restreindre la publicité d'aliments et de boissons nocifs pour la santé aura un effet positif sur la santé de nos enfants et ne doit pas être retardée.

Merci.

● (1115)

Le président: Merci, docteur Warshawski.

Nous entendrons maintenant Carolyn Webb, de la Coalition for Healthy School Food.

Bienvenue au Comité, madame Webb. Vous avez la parole.

Mme Carolyn Webb (coordonnatrice de la mobilisation du savoir, Coalition pour une saine alimentation scolaire): Merci, monsieur le président et membres du Comité, de m'accueillir ici pour parler de la santé des enfants.

La Coalition pour une saine alimentation scolaire est composée de plus de 240 organismes membres sans but lucratif et de plus de 120 supporteurs de toutes les provinces et de tous les territoires.

Nous préconisons un financement fédéral pour un programme national d'alimentation scolaire parce que les écoles sont des endroits idéaux où les enfants et les jeunes peuvent avoir accès à des aliments sains et acquérir des habitudes alimentaires et des compétences qui dureront toute une vie.

Je sais que nos membres ont discuté avec certains membres du Comité, et nous vous sommes reconnaissants de votre engagement et de votre soutien.

À l'échelle du pays, environ les deux tiers des écoles n'ont pas de programme de repas scolaires. Nous savons que de nombreux enfants au Canada, pour diverses raisons, n'ont pas accès à des aliments sains et que la qualité de l'alimentation des enfants de tous les groupes socioéconomiques est médiocre.

Des études montrent que les enfants de 9 à 13 ans tirent jusqu'à 60 % de leurs calories d'aliments ultra-transformés, ce qui est plus que pour tout autre groupe d'âge. Malheureusement, lorsque les enfants ont faim ou sont sous-alimentés pendant la journée d'école, leur niveau d'énergie, leur mémoire, leurs compétences en résolution de problèmes, leur créativité, leur concentration et leur santé mentale en souffrent.

Lorsque des programmes d'alimentation scolaire sont offerts et que de solides lignes directrices nutritionnelles sont en place, les enfants consomment davantage de légumes, de fruits et d'autres aliments sains. Cela présente des avantages généralisés pour leur santé physique, leur santé mentale, leurs habitudes alimentaires futures, leur comportement et leur rendement scolaire. Ces programmes peuvent aussi réduire la pression sur le budget familial et aider à uniformiser les règles du jeu.

Comme l'a indiqué le Programme alimentaire mondial dans son rapport intitulé *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020*, « Toutes les données factuelles montrent que les programmes de repas scolaires, ainsi que d'autres initiatives de protection sociale, constituent l'un des investissements à long terme les plus judicieux qu'un gouvernement puisse réaliser. »

Le Canada est le seul pays du G7 et l'un des seuls pays industrialisés à ne pas avoir de programme national d'alimentation scolaire. D'un bout à l'autre du pays, les programmes touchent entre 20 % et 40 % des enfants dans les régions urbaines, rurales et éloignées, grâce aux investissements des provinces et des territoires, de certaines municipalités et collectivités, et à d'autres contributions. Bien que de nombreux programmes existent, la plupart d'entre eux sont aux prises avec un financement limité, une hausse du coût des aliments et d'autres pressions.

La Coalition est très heureuse que l'élaboration d'un programme et d'une politique nationale de repas nutritifs dans les écoles ait été incluse dans les lettres de mandat fédérales. Cela faisait suite à l'engagement pris dans les programmes électoraux des libéraux et des néo-démocrates de financer les repas dans les écoles. Nous espérons que tous les partis appuieront l'inclusion d'un financement dans le budget de 2023, car il s'agit d'une étape cruciale qui nous permettra de faire du Canada un pays où tous les enfants de toutes les régions du pays ont accès à des aliments sains à l'école chaque jour. Plus précisément, nous recommandons l'élaboration d'un programme qui fournirait les aliments en fonction du Guide alimentaire canadien de 2019, afin que les enfants et les jeunes développent la réceptivité au goût des aliments nutritifs, acquièrent des connaissances alimentaires ainsi que de bonnes habitudes pour une vie entière de saine alimentation en mettant en pratique le guide alimentaire.

Un programme national devrait offrir un accès universel aux élèves. Cela signifie que lorsqu'un programme est en place, tous les élèves de l'école y auraient accès. Nous aimerions que la nourriture servie, cultivée et montrée en exemple reflète les diverses cultures et traditions des élèves de l'école.

Un programme national ne devrait pas commercialiser des produits pour les enfants. Cela s'harmoniserait avec les recommandations formulées par la Coalition Arrêtons la pub destinée aux enfants et le mandat du ministre de la Santé de « favoriser les restrictions dans la publicité d'aliments et de boissons destinée aux enfants. » Nous appuyons fermement ces restrictions.

La nourriture est un puissant connecteur. Un programme solide permettrait d'établir des liens entre les étudiants et les membres de la collectivité en général et de créer des occasions pour les étudiants de manger ensemble, d'établir des liens avec des adultes bienveillants, de renforcer leur résilience et de sentir qu'ils font partie de la collectivité. Un programme bien conçu offrirait également aux étudiants la possibilité de planifier, de budgéter, d'acheter, de cultiver, de récolter et de préparer des aliments.

En plus du financement d'un vaste programme, nous demandons également au gouvernement d'entamer des discussions avec les dirigeants autochtones afin de négocier des ententes pour la création ou l'amélioration de programmes de repas scolaires permanents, indépendants et fondés sur les distinctions des Premières Nations, des Métis et des Inuits.

Comme les élèves passent au moins 50 % de leurs heures éveillées la plupart des jours à l'école, ces jeunes représentent une occasion sans précédent de soutenir la santé et le bien-être de presque tous les enfants du pays.

Les programmes d'alimentation scolaire peuvent avoir une incidence positive sur la qualité alimentaire, la santé mentale et le sentiment d'appartenance. Ils peuvent améliorer les compétences sco-

laires et aider les élèves à acquérir des compétences personnelles qui contribueront à leur réussite à long terme.

Nous exhortons votre comité à prendre fermement position sur l'importance d'un programme alimentaire scolaire pancanadien et à appuyer un investissement dans les repas scolaires dans le budget de 2023 comme moyen de favoriser la santé et le bien-être de tous les enfants au Canada.

Merci.

• (1120)

Le président: Merci, madame Webb.

Enfin, nous accueillons M. Antunes, président-directeur général de ParticipACTION.

Vous avez la parole, monsieur. Bienvenue au Comité.

M. Elio Antunes (président et chef de la direction, ParticipACTION): Bonjour, monsieur le président et honorables membres du Comité.

Je vous remercie de m'avoir invité à vous parler aujourd'hui des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la santé des enfants et des jeunes au pays et, plus précisément, du rôle essentiel de l'activité physique.

Imaginez si nous avions à notre disposition une pilule magique qui, si elle était prise chaque jour, pourrait aider les enfants à être en meilleure santé, plus heureux, plus résilients, à mieux performer à l'école et même leur donner un sentiment plus fort de connexion avec leurs amis et leur famille. En tant que dirigeants nationaux, ne ferions-nous pas tout en notre pouvoir pour que tous les enfants du pays aient accès à leur dose quotidienne?

Heureusement, une telle pilule existe. C'est ce qu'on appelle l'activité physique, et la dose est de 60 minutes par jour, chaque jour.

L'activité physique est essentielle à la santé et au bien-être des enfants, car les avantages sont nombreux. Il y a des avantages physiques, comme la diminution du risque de diabète de type 2 et de maladies cardiovasculaires. Il y a des avantages sur le plan mental, comme l'amélioration du rendement scolaire et la diminution des symptômes d'anxiété et de dépression. Il y a des avantages sociaux, comme une plus grande confiance en soi et une plus grande estime de soi, et un plus grand sentiment d'établir et de maintenir des relations avec ses pairs.

Malheureusement, seulement 28 % des enfants au Canada respectent les lignes directrices nationales en matière d'activité physique, soit 60 minutes par jour. Seulement 28 % reçoivent leur dose quotidienne. Ce qui est encore plus alarmant, c'est qu'il s'agit d'une baisse de 11 % par rapport aux niveaux d'avant la pandémie, et que les enfants de groupes méritant l'équité ont subi des diminutions encore plus importantes, ce qui les expose à un risque accru de mauvais résultats en matière de santé.

Nous commençons tout juste à comprendre l'incidence des fermetures, des confinements et de l'isolement subis au plus fort de la pandémie sur la vie des enfants et des jeunes, y compris leur niveau d'activité physique et leur santé mentale. La pandémie a entraîné un changement soudain et radical dans la façon dont les enfants pouvaient accéder à des possibilités d'activité physique.

Le fait de jouer avec des amis, les cours d'éducation physique en personne, les compétitions sportives et les programmes communautaires ont tous été interrompus. Les enfants en faisaient moins et étaient plus sédentaires, et le passage à l'apprentissage virtuel et aux appels à rester à la maison a transformé les écrans des enfants d'une récompense en une nécessité pour l'éducation et la socialisation. Seulement 18 % des enfants et des jeunes respectent les recommandations relatives au temps passé devant l'écran, soit un maximum de deux heures de temps passé devant un écran récréatif par jour. C'est particulièrement troublant, car on a établi un lien entre l'augmentation du temps passé devant un écran chez les enfants et la dépression, l'anxiété, l'hyperactivité et l'irritabilité.

Nous devrions être extrêmement préoccupés non seulement par les répercussions de la COVID-19 sur l'activité physique des enfants aujourd'hui, mais aussi par les conséquences à long terme sur la santé publique si nous n'agissons pas maintenant. Il est maintenant temps d'établir des politiques et des approches rentables qui amélioreront les niveaux d'activité physique et contribueront à la santé physique et mentale.

Ce n'est pas une mince tâche. J'ai passé toute ma carrière dans la promotion de la santé et je comprends très bien que les causes de notre crise d'inactivité physique sont complexes et exigent une approche globale et multidimensionnelle.

Beaucoup de choses ont changé en peu de temps. La plupart d'entre nous ont grandi en courant librement dans nos quartiers jusqu'à la noirceur, en jouant au hockey de rue avec des amis et en se rendant à l'école à pied ou à vélo. Aujourd'hui, nous voyons comment les commodités associées à notre mode de vie moderne ont fait en sorte que l'activité physique est socialement éliminée de nos vies. C'est pourquoi le Canada doit considérer l'activité physique comme une nécessité de la vie et comme l'une des choses les plus importantes que nous puissions faire pour notre santé et notre bien-être en général. Il doit s'agir d'une partie acceptée et attendue de nos normes sociales dont chacun peut jouir, peu importe son âge, ses capacités, son origine ethnique, son revenu, sa forme ou sa taille. Nous devons travailler en collaboration pour changer les choses. Aucune institution ou organisation ne peut à elle seule s'attaquer à ce problème.

Des organismes comme ParticipACTION peuvent assurer un leadership et une coordination essentiels et sensibiliser les gens à l'importance de l'activité physique.

Le gouvernement fédéral devrait investir dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de politiques en matière d'activité physique qui s'inspirent du Cadre pancanadien « Une vision commune pour accroître l'activité physique » et continuer d'appuyer des initiatives comme Le sport communautaire pour tous, qui vise à atteindre et à mobiliser les personnes qui font face à des inégalités sociales en tentant de devenir actives.

Les gouvernements provinciaux et municipaux devraient accorder la priorité aux stratégies visant à modifier les intentions et les perceptions à l'égard de l'activité physique. Cela comprend l'infrastructure et le marketing social pour aider les familles à adopter des pratiques de transport actif, ainsi que des règlements qui favorisent et encouragent le jeu en plein air.

Les écoles doivent accorder la priorité à l'éducation physique en tant que sujet amusant, inclusif et accueillant qui permet de développer les compétences physiques et la traiter comme étant aussi importante que d'autres matières de base.

Les fabricants d'appareils numériques peuvent divulguer sur les étiquettes de leurs produits les méfaits potentiels associés à leur utilisation excessive.

Les plateformes de médias sociaux peuvent encourager leurs utilisateurs à faire une pause active de l'utilisation de l'écran.

Les collectivités peuvent créer des environnements accessibles, comme des parcs, des sentiers et des terrains de jeux, qui favorisent l'activité physique, ainsi que des programmes abordables et inclusifs qui encouragent les familles à être actives.

Bien sûr, les parents constituent un maillon essentiel de la chaîne, car ce sont eux qui exercent la plus grande influence sur l'activité physique des enfants et des jeunes. Nous devons examiner des stratégies qui appuient également leur propre activité physique.

• (1125)

L'Organisation mondiale de la santé a récemment déclaré : « Il y a peu de domaines de la santé publique comme celui de l'activité physique où les données sur les mesures à prendre fournissent des preuves aussi convaincantes de la rentabilité et de l'utilité pratique de ces mesures. »

Nous avons devant nous une intervention incroyablement puissante, une pilule magique. Passons à l'action et assurons-nous que les enfants reçoivent leur dose quotidienne d'activité physique pour améliorer leur santé et leur bien-être.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Antunes.

Nous allons maintenant passer aux questions en commençant par les conservateurs. Monsieur Jeneroux, vous avez six minutes.

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'avoir pris le temps, malgré leur horaire chargé, de se joindre à nous aujourd'hui.

Je pense que j'ai une question pour tout le monde, mais nous allons commencer par vous, monsieur Di Buono.

Vous avez dit que la moitié des adolescentes ne font pas de sport. J'ai trouvé cette statistique plutôt alarmante. Est-ce que ce chiffre augmente avec l'âge? Je pense à nos jeunes enfants. Je pense à mes deux adolescentes. Elles sont maintenant des adolescentes. Elles ne font pas de sport, mais elles faisaient auparavant du soccer et d'autres sports. Ce phénomène se produit-il à mesure qu'elles vieillissent...?

J'aimerais connaître les raisons et les causes de cette situation.

M. Marco Di Buono: C'est une excellente question.

Il y a une baisse absolument disproportionnée de l'activité physique chez les filles qui entrent dans l'adolescence. Environ une fille sur deux a tendance à abandonner le sport entre l'âge de 12 ans et la fin de ses études secondaires, comparativement à un garçon sur trois au cours de la même période. Ce sont les données les plus récentes qui nous proviennent de Femmes et sport au Canada.

L'organisme soumet plusieurs raisons pour lesquelles les adolescents abandonnent l'activité physique, mais cela revient à ne pas avoir d'espaces et d'endroits qui répondent à leurs besoins sociaux, émotionnels et physiques particuliers. Très franchement, il y a encore une pénurie de programmes, partout au pays, qui seraient conçus expressément pour créer des espaces sûrs pour les filles et les jeunes femmes.

M. Matt Jeneroux: Des espaces et des endroits — parlez-vous d'une infrastructure physique? Comme des équipes de hockey pour les garçons, mais pas pour les filles? Est-ce le genre de...

M. Marco Di Buono: C'est une combinaison de tout cela. La représentation est très importante pour les filles et les jeunes femmes, alors le fait d'avoir des entraîneurs et des animateurs d'activités jeunesse qui reflètent leurs besoins et les comprennent...

Il n'est pas nécessaire que ce soit des femmes, mais il faut au moins être conscient des défis auxquels les filles et les jeunes femmes font face à mesure qu'elles avancent dans leur adolescence. Il s'agit d'avoir des espaces plus adaptés aux filles, et pas seulement le vestiaire des garçons pour une fille dans une équipe de hockey, par exemple.

Il s'agit d'une combinaison d'infrastructures physiques et d'autres commodités et services qui entourent la prestation de services de sport et d'activité physique aux filles et aux jeunes femmes.

M. Matt Jeneroux: Cela ressemble beaucoup à une approche culturelle ici, au Canada. Est-ce que c'est la même chose ailleurs? Est-ce unique au Canada?

J'imagine que j'aimerais surtout savoir si un certain montant de financement pourrait aider tout d'un coup tout cela ou s'il faudrait envisager une série de mesures plus vaste.

M. Marco Di Buono: Ce n'est certainement pas unique au Canada. À l'heure actuelle, nous bénéficions d'un financement très ciblé de Sport Canada, du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres et de Santé Canada qui nous aident à surmonter certaines de ces difficultés, mais il reste encore beaucoup à faire, et particulièrement plus loin en amont, afin que nous puissions nous assurer que les jeunes filles qui participent à des activités sportives, physiques et récréatives savent qu'elles peuvent progresser en toute sécurité à la préadolescence, à l'adolescence et à l'âge adulte.

M. Matt Jeneroux: Y a-t-il eu des répercussions depuis la pandémie? Y a-t-il eu une autre diminution?

M. Marco Di Buono: Oui, en effet.

Il y a eu un effet disproportionné sur les filles et les jeunes femmes par rapport aux garçons et aux jeunes hommes pendant et après la COVID-19 pour un certain nombre de raisons.

Premièrement, les sports et les programmes pour les garçons étaient prioritaires lorsque l'argent et les ressources se faisaient rares. Deuxièmement, il y avait de nombreuses dynamiques dans le milieu familial qui accordaient la priorité à l'accès pour les garçons et les adolescents par rapport aux filles et aux adolescentes à mesure que la pandémie progressait.

• (1130)

M. Matt Jeneroux: D'accord.

Je vais maintenant m'adresser à vous, madame Webb, de la Coalition pour une saine alimentation scolaire.

Vous avez surtout parlé des écoles. J'ai un enfant qui va à la garderie. Il n'y a pas de financement alimentaire pour cela. Est-ce que cela fait partie de votre demande?

Mme Carolyn Webb: Notre demande concerne les écoles, de la maternelle à la 12^e année. Nous nous sommes entretenus avec des gens qui travaillent aux accords de garde d'enfants concernant les repas en milieu de garde, mais cela ne fait pas partie de notre demande en particulier. Notre demande se limite vraiment aux écoles primaires et secondaires.

M. Matt Jeneroux: Connaissez-vous le chiffre pour les garderies? Vous avez dit que les deux tiers des écoles n'offrent pas de programme d'alimentation scolaire. Connaissez-vous le pourcentage pour ce qui est des garderies?

Mme Carolyn Webb: Non, je ne connais pas les détails entourant les garderies. Je sais que de nombreuses garderies offrent les repas... Je pense que les garderies offrent souvent les repas avec le service de garde, mais nos travaux ne sont pas axés là-dessus.

M. Matt Jeneroux: J'utilise donc la mauvaise garderie, parce qu'il n'y a pas de repas offerts à celle que fréquente mon enfant.

Le 25 janvier, le *Globe and Mail* a publié un article à ce sujet. Ils ont laissé entendre que la hausse des prix des aliments pourrait avoir une incidence sur la nutrition des enfants. À la lumière du budget et de la demande budgétaire, dans quelle mesure croyez-vous que le prix des aliments influe sur la nutrition des enfants?

Mme Carolyn Webb: Je vais parler encore une fois du contexte du programme d'alimentation scolaire. Je vous remercie de la question. C'est une question tellement pertinente.

Nous avons parlé à bon nombre de nos membres partout au pays et nous savons que tout le monde est aux prises avec la hausse du prix des aliments. Il y a beaucoup de reportages dans les médias qui couvrent la situation partout au pays. Ce que nous avons entendu, c'est que de nombreux programmes, selon les circonstances, ont dû éliminer des groupes alimentaires de leurs repas et de leurs collations. Certains ont dû réduire la qualité des aliments. Bon nombre d'entre eux devront servir des aliments moins souvent pendant la semaine, ou ils devront fermer plus tôt. Beaucoup pourraient prolonger leur financement jusqu'en mai ou juin, mais cette année, beaucoup devront mettre fin à leurs programmes en avril. Cela les touche de diverses façons.

Le président: Merci, madame Webb.

C'est maintenant au tour de M. van Koeverden, pour six minutes.

M. Adam van Koeverden (Milton, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins d'être ici et de se joindre à nous en ligne. Il s'agit d'un sujet de conversation extrêmement important, et nous vous sommes vraiment reconnaissants de votre expertise.

Je vais axer la première moitié de mes questions sur l'obésité chez les enfants et sur le rôle de la pauvreté et du manque d'interventions en activité physique dans ce fléau.

Nous savons que les enfants aux États-Unis sont touchés de façon disproportionnée par l'obésité et ont moins de possibilités d'être actifs physiquement et en santé. Nous avons entendu parler — pas plus tard que ce matin, en fait, dans un article de la CBC — de certaines des mesures très énergiques que les États-Unis envisagent de prendre pour réduire l'obésité chez les enfants grâce à des interventions en matière de soins de santé comme des médicaments et des interventions chirurgicales pour les jeunes enfants.

Quelqu'un peut-il parler de la possibilité d'investir plus d'argent et de ressources dans les jeunes enfants, peut-être dans leur vie quotidienne à l'école ou pour créer d'autres occasions de faire de l'activité physique et d'avoir accès à des aliments plus sains, de sorte que nous n'aurions pas à intervenir dans la vie d'un enfant au moyen d'une intervention de soins de santé comme une chirurgie bariatrique ou des médicaments afin de remédier à un problème qui est si facilement évitable?

M. Elio Antunes: Je peux commencer, mais je ne peux certainement pas parler...

Dr Tom Warshawski: Je peux répondre à cette question, monsieur van Koeverden.

Je suis le Dr Tom Warshawski, de la Childhood Obesity Foundation. Je suis pédiatre et je traite activement des enfants en surpoids et obèses.

Vous avez raison de dire que la trajectoire commence dès la petite enfance. Le principal facteur de surpoids est l'alimentation, qui est influencée par le statut socioéconomique.

Encore une fois, je dirais que tous les gouvernements doivent faire particulièrement attention à leur financement. La première mesure à adopter consiste à restreindre la commercialisation et l'attrait de ces aliments et boissons malsains pour les enfants, mais aussi à optimiser leur capacité d'être physiquement actifs et à leur permettre de consommer des aliments sains et de développer des préférences à cet égard, comme l'a dit Mme Webb.

Il est très important de commencer tôt. Je pense cependant que le principal facteur de surpoids est la nourriture que nous mangeons. Les lignes directrices américaines reflètent la réalité politique américaine. Les Américains ne mettent pas en œuvre des politiques à grande échelle, comme la restriction de la publicité d'aliments et de boissons malsains destinée aux enfants; ils mettent plutôt l'accent sur les comportements individuels. C'est la première partie de leurs lignes directrices. Ensuite, ils passent aux médicaments et, enfin, à la chirurgie bariatrique.

Au Canada, nous avons une occasion unique à saisir. Comme je l'ai dit, nous sommes sur le point de mettre en œuvre une occasion unique de réduire le rôle de la publicité et de diminuer l'attrait des aliments et des boissons malsains qui sont à l'origine, en partie, de l'épidémie d'obésité.

• (1135)

M. Adam van Koeverden: Merci, docteur.

Comme vous le savez sans doute, le projet de loi d'initiative parlementaire de notre collègue Patricia Lattanzio est actuellement renvoyé au Comité, et nous avons hâte de l'étudier.

Nous savons que l'industrie a tenté de s'autoréglementer en ce qui concerne les aliments malsains et la publicité destinée aux enfants. Cependant, on dit que ces codes d'adoption volontaire ne sont pas efficaces. Très brièvement — pour me laisser un peu de temps à

la fin pour parler de l'activité physique —, pourriez-vous me dire pourquoi ces tentatives d'autoréglementation ne sont pas efficaces?

Dr Tom Warshawski: Eh bien, comme vous l'avez dit, l'adoption de ce code est volontaire. En fait, lorsque cette question a été étudiée par Monique Potvin Kent il y a environ sept ans, les entreprises qui n'avaient pas signé le code volontaire faisaient moins de publicité que celles qui l'avaient signé.

L'une des principales raisons pour lesquelles le nouveau code qui sera adopté l'an prochain ne sera pas efficace, c'est qu'il y a d'énormes échappatoires dans la façon dont les entreprises peuvent faire de la publicité. J'ai donné l'exemple de Lucky Charms, qui est probablement l'un des exemples les plus flagrants d'aliments ultra-transformés. C'est du sucre avec des colorants alimentaires pressés dans des formes attrayantes. Ce produit particulier pourrait être annoncé dans une publicité directement adressée aux enfants par des porte-parole, des personnages de dessins animés, etc.

Bien qu'il y ait quelques bons éléments dans les lignes directrices, il y a tellement d'échappatoires qu'elles ne seront pas efficaces.

M. Adam van Koeverden: Merci, docteur.

Je vais consacrer le reste de mon temps à l'initiative Le sport communautaire pour tous, dont les organismes ParticipACTION et Bon départ de Canadian Tire ont parlé.

Il s'agit d'une initiative mise de l'avant par notre gouvernement pour stimuler l'intérêt pour les programmes sportifs communautaires partout au pays, ainsi que leur disponibilité et leur accès. C'est assez novateur comme initiative. Aucun gouvernement fédéral n'a investi autant d'argent dans les programmes sportifs communautaires. En général, on considère que c'est une priorité provinciale et municipale, mais les chiffres frappants provenant de ParticipACTION et de Bon départ de Canadian Tire — la recherche que vous avez faite, de même que celle de l'organisation Femmes et sport au Canada — étaient franchement trop troublants pour que l'on n'en tienne pas compte.

Pourriez-vous nous parler de certaines des initiatives que vous êtes en mesure de financer au moyen de ces enveloppes?

M. Elio Antunes: Je peux commencer.

Nous finançons des initiatives associées à notre défi communautaire de juin, qui consiste à mobiliser les organismes communautaires pour offrir des programmes de sport et d'activité physique accessibles aux organismes locaux. Nous avons pu cibler des organisations principalement dans le secteur du sport et de l'activité physique. Nous voulons élargir leur rayonnement et faire participer les groupes qui méritent l'équité à leurs programmes.

Nous avons également communiqué avec des organismes qui représentent des groupes qui méritent l'équité et qui ont établi des liens avec des programmes dans leur collectivité, des programmes auxquels ils n'auraient peut-être pas accès autrement ou dont ils ne seraient pas au courant. Nous les avons financés pour qu'ils puissent mettre en place des programmes qui leur permettent de communiquer avec les collectivités.

Je pense que cela a été un grand succès et qu'on en a grandement besoin. C'est une occasion pour nous d'adopter une approche très ciblée, d'éliminer les obstacles auxquels ces organisations font face et d'offrir ces programmes de façon très personnalisée.

Le président: Merci, monsieur Antunes.

[Français]

Je cède maintenant la parole à M. Garon pour six minutes.

M. Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Merci, monsieur le président.

Je remercie l'ensemble de nos invités d'être ici aujourd'hui.

Ma question s'adresse au Dr Warshawski.

En 2017, le gouvernement fédéral a mené une consultation publique sur les enfants et la malbouffe. Puisque le gouvernement n'a toujours pas déposé de projet de loi, notamment pour ce qui est de l'affichage de la publicité à l'intention des enfants de moins de 13 ans concernant la malbouffe, j'imagine que les conclusions de cette consultation étaient négatives et que ce n'est pas un sujet important pour les Canadiens.

Avons-nous les résultats de cette consultation?

• (1140)

[Traduction]

Dr Tom Warshawski: Je pense que c'est important. Des sondages ont révélé qu'entre 75 et 80 % des parents souhaitent que des restrictions soient imposées à la publicité d'aliments et de boissons malsains destinée aux enfants. En 2015, le gouvernement a essayé de faire bouger les choses. La sénatrice conservatrice Nancy Greene Raine a présenté au Sénat un projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi S-228, qui a reçu un appui très fort à la Chambre des communes. Au départ, il avait l'appui unanime du Sénat, et il a été renvoyé au Sénat en 2019, mais il est mort au *Feuilleton*. Il a fait l'objet d'obstruction systématique de la part de certains sénateurs et est mort au *Feuilleton*.

C'est l'une des préoccupations du gouvernement, qui attend que le projet de loi C-252 soit adopté par le Parlement. Nous pensons qu'il pourrait fort probablement subir le même sort que le projet de loi S-228 et mourir au Sénat. Nous croyons qu'il est important que ce projet de loi soit adopté. J'espère qu'il sera adopté, mais une voie parallèle consisterait pour le gouvernement à mettre en œuvre les règlements dont j'ai parlé dans la Gazette du Canada.

[Français]

M. Jean-Denis Garon: Merci, docteur.

C'est ce que j'essayais d'exprimer. D'un côté, des députés et des ministres libéraux démarrent des consultations en disant qu'il est important de protéger les enfants de la malbouffe, et de l'autre, on laisse mourir au *Feuilleton* des projets de loi émanant de députés. Or le ministre de la Santé n'a lui-même jamais fait l'effort de déposer un projet de loi à cet égard.

Vous mettez le doigt exactement sur le problème. On dit que la santé est importante, mais, quand le gouvernement agit, elle ne l'est jamais.

Certains députés disent à la Chambre que le libre marché fonctionne, que nous n'avons pas besoin d'intervenir, que la publicité diffuse de l'information auprès des enfants; et ils laissent entendre qu'un enfant de 11 ans est en mesure de faire la distinction entre la publicité et l'information qui est juste.

Les enfants sont-ils en mesure de distinguer la publicité trompeuse d'une information juste?

[Traduction]

Dr Tom Warshawski: La réponse courte est non.

Les enfants de moins de cinq ans ne peuvent pas distinguer la publicité du contenu. Même les jeunes de moins de 12 ans ne comprennent pas vraiment la nature persuasive de la publicité. La publicité est de plus en plus subtile.

La Fondation des maladies du cœur a publié récemment un rapport sur les médias sociaux et les publicités générées par leurs utilisateurs. Ce sont des jeunes qui font essentiellement de la publicité auprès d'autres jeunes, ce qui est encore plus sournois. Oui, les enfants ont beaucoup de difficulté à reconnaître la publicité.

Depuis que j'ai commencé à travailler à ce dossier en 2014, de nombreux secteurs du gouvernement fédéral se sont efforcés d'imposer des restrictions efficaces sur la publicité d'aliments et de boissons malsains destinée aux enfants, mais leurs efforts ont été annulés en 2019 lorsque le projet de loi est mort au Sénat. Je ne veux tout simplement pas que nous répétions la même erreur. Je ne veux pas que nous mettions tous nos œufs dans le même panier avec le projet de loi C-252. Le processus de réglementation par l'entremise de la Gazette du Canada doit suivre une voie parallèle, et s'ils peuvent converger vers une destination commune, ce serait formidable. Sinon, nous aurons tout de même les règlements en main.

[Français]

M. Jean-Denis Garon: Merci.

Le processus législatif nous mènera possiblement à l'adoption de ce projet de loi — ce n'est pas la première fois qu'on essaie. Or l'industrie de la transformation est une industrie de milliards de dollars. Je ne mets pas toute l'industrie agroalimentaire dans le même panier. Certains fermiers, certains agriculteurs font d'excellents produits, et les enjeux sont grands pour eux. Cela dit, il y en a qui vendent de la cochonnerie à nos enfants.

Cette industrie peut faire un lobbying très intense auprès de certains parlementaires pour torpiller à la Chambre les projets de loi qui favorisent une meilleure santé pour nos enfants. Cela vous inquiète-t-il?

[Traduction]

Dr Tom Warshawski: Je ne suis pas inquiet; je sais qu'ils le feront. Ils ont réussi à mettre fin au projet de loi S-228 au Sénat.

Cependant, je crois que les fonctionnaires de Santé Canada reconnaissent les données. Je pense que la plupart des partis à la Chambre des communes reconnaissent l'importance de ce projet de loi. Je crois que le gouvernement a l'information et la volonté nécessaires pour faire avancer ces dossiers.

[Français]

M. Jean-Denis Garon: Merci.

Il ne me reste que 40 secondes.

Dans son champ de compétences, le Québec a déjà mis en place une loi qui protège les enfants de moins de 13 ans de la publicité qui leur est destinée. Plusieurs articles scientifiques démontrent que, en moyenne, les enfants québécois se nourrissent mieux que la moyenne des enfants canadiens.

Pensez-vous que cette mesure a pu y être pour quelque chose?

• (1145)

[Traduction]

Dr Tom Warshawski: Sans l'ombre d'un doute.

M. Jean-Denis Garon: C'est le genre de réponse que j'aime.

[Français]

Le président: Merci, monsieur Garon.

[Traduction]

C'est maintenant au tour de M. Davies, pour six minutes.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Merci, monsieur le président, et merci à tous les témoins d'être ici.

Docteur Warshawski, comment définit-on l'obésité infantile?

Dr Tom Warshawski: L'obésité infantile est définie selon des courbes produites par l'Organisation mondiale de la santé. C'est un peu compliqué. Il s'agit en fait de raisonner en rétrospective ou d'extrapoler à partir de ces critères d'indices de masse corporelle, les IMC, qui, à l'âge adulte — disons, après 19 ans — sont associés à un risque accru de maladies chroniques et à des taux de mortalité plus élevés. Suivant le raisonnement rétrospectif ou l'extrapolation à partir de ces points de courbe, le « surpoids » chez les adultes est défini comme un IMC supérieur à 25, ou 25 à 30, et l'« obésité », un IMC supérieur à 30.

Suivant un raisonnement rétrospectif concernant ces courbes de croissance, nous pouvons voir que si l'IMC d'un enfant se situe au-dessus du 85^e percentile à un âge donné, il est considéré comme étant en surpoids. S'il est au-dessus du 97^e percentile, il est considéré comme obèse.

M. Don Davies: D'après ce que j'ai lu dans des documents sur la stigmatisation de l'obésité, celle-ci touche surtout les adultes. Comment la stigmatisation liée à l'obésité touche-t-elle les enfants et leur famille?

Dr Tom Warshawski: En fait, elle les touche très gravement. Dans une étude qui remonte maintenant à plus de 10 ans, on relève que les enfants obèses ont une qualité de vie inférieure à celle des enfants qui subissent une chimiothérapie contre le cancer.

La stigmatisation — les idées préconçues — est l'un des derniers préjugés publiquement acceptables. Le fait d'avoir un surplus de poids ou d'être obèse est associé à tort à la glotonnerie, à la paresse et à la complaisance, alors qu'en fait, il s'agit d'une conséquence de la génétique et de notre environnement obésogène.

Dans ma pratique, je vois de nombreux enfants qui pleurent lorsque je les fais monter sur la balance pour déterminer leur IMC. Ils sont extrêmement gênés de leur poids. On les taquine constamment en classe. Ce genre d'état mène à la dépression et à l'anxiété chez les enfants.

M. Don Davies: Soit dit en passant, je pense que nous pensons tous que l'obésité chez les enfants est plus importante aujourd'hui qu'elle ne l'était dans le passé. Pouvez-vous donner un peu de chiffres à ce sujet, sur l'évolution de l'obésité? L'obésité infantile augmente-t-elle?

Dr Tom Warshawski: Oui. En 1978, l'incidence de l'obésité infantile était d'environ 6 %. Aujourd'hui, elle gravite autour de 12 %. Elle a donc considérablement augmenté. Elle a doublé en fait. L'incidence du surpoids total et de l'obésité était d'environ 23 %, et elle se situe aujourd'hui à 31 %.

En fait, elle semble avoir atteint un sommet vers 2004. Il y a eu une légère baisse du surpoids et de l'obésité depuis. Cela est peut-être dû en partie à une meilleure réglementation dans les écoles concernant la commercialisation d'aliments et de boissons malsains auprès des enfants et la vente de ces produits. Les ventes de bois-

sons sucrées ont aussi diminué un peu au cours de la dernière décennie.

Cependant, les pourcentages globaux sont encore assez importants, et il faut s'y attaquer.

M. Don Davies: Pouvez-vous décrire les répercussions des taxes sur les boissons sucrées sur l'obésité infantile dans les administrations qui les ont mises en œuvre jusqu'à maintenant? Recommanderiez-vous que le Canada applique de telles taxes?

Dr Tom Warshawski: Les taxes sur les boissons sucrées constituent un levier efficace pour réduire l'achat et la consommation de produits. Je pense que les États-Unis, dans les différentes municipalités qui les ont mis en œuvre, et le Mexique en ont fait la preuve.

Le changement du taux de surpoids et d'obésité sera observé en aval. Il faudra probablement de 5 à 10 ans pour y assister, mais des études à court terme chez les adolescents montrent qu'il est important de réduire la consommation de boissons sucrées.

Comme levier stratégique, je pense que le gouvernement fédéral devrait l'envisager. Ce n'était pas l'objet de ma présentation d'aujourd'hui parce que, encore une fois, je pense que nous devons d'abord tout faire pour restreindre la publicité d'aliments et de boissons malsains destinée aux enfants.

Fait intéressant, Terre-Neuve vient d'imposer une taxe spéciale sur les boissons sucrées. Je crois qu'elle est entrée en vigueur en septembre.

Il faudra un certain temps pour voir comment les choses se dérouleront, mais l'une des raisons ou l'une des justifications d'une taxe est de générer des revenus pour aider à financer des programmes comme les programmes de nutrition en milieu scolaire. Lorsque je comparais devant le Comité, je me rends compte, et je pense que nous nous rendons tous compte, que le gouvernement a beaucoup de demandes et un budget limité, et qu'il n'y a qu'un nombre limité de contribuables. Quand on pense à mettre en place de nouveaux programmes qui comportent des coûts, il faut aussi penser à la façon dont ils pourront être financés. Une taxe sur les boissons sucrées serait une excellente façon de financer ce genre de programmes de nutrition.

M. Don Davies : Merci.

Combien de temps me reste-t-il, monsieur le président?

Le président : Il vous reste une minute.

• (1150)

M. Don Davies: Madame Webb, étant donné que le Canada est le seul pays du G7 à ne pas avoir de programme national d'alimentation scolaire, quelles pratiques exemplaires internationales pourrions-nous intégrer à l'élaboration d'un programme national d'alimentation scolaire au pays?

Mme Carolyn Webb: Merci pour cette question.

D'une certaine façon, nous avons un avantage parce qu'il y a tellement d'autres pays dont nous pouvons nous inspirer. De nombreux pays font vraiment participer les étudiants à la préparation et au service des aliments. Le Japon et la France sont d'excellents exemples où les enfants participent à toute la culture de l'alimentation et acquièrent de nombreuses aptitudes à la vie quotidienne. Le Brésil a un objectif de 30 % d'approvisionnement alimentaire local qui soutient les agriculteurs familiaux et crée des économies locales.

Il y a de nombreux pays qui font vraiment participer les étudiants à ce développement des aptitudes à la vie quotidienne. Il y a beaucoup d'éléments différents à aborder, de même que des normes de santé et d'autres choses. Nous pouvons tirer de nombreuses leçons.

M. Don Davies: Merci.

Le président: Merci, madame Webb.

Nous passons maintenant la parole à Mme Ferreri.

Bienvenue au Comité. Je suppose que nous faisons le même circuit aujourd'hui. Vous avez la parole pour cinq minutes.

Mme Michelle Ferreri (Peterborough—Kawartha, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie mon collègue, M. Ellis, de m'avoir permis d'être ici aujourd'hui. Il y a beaucoup de chevauchements ici avec ce que j'étudie dans mon autre comité, le Comité de la condition féminine — la violence dans le sport et la santé mentale chez les enfants —, et je félicite les participants pour leurs excellents témoignages aujourd'hui.

J'aimerais commencer par le Dr Warshawski.

Ce que je trouve intéressant dans cette discussion... D'après votre expérience de pédiatre et de médecin, croyez-vous que l'obésité puisse être le symptôme d'un plus grave problème pour un enfant qui a peut-être des problèmes de santé mentale ou d'autres difficultés?

Dr Tom Warshawski: Je dirais que c'est un problème bidirectionnel.

Parfois, à cause de la génétique et de l'environnement obésogène, des enfants vont développer un poids malsain, puis, à cause de la stigmatisation, la santé mentale se détériore. À d'autres moments, des enfants qui ont été victimes de maltraitance — violence sexuelle, violence physique et ce genre de choses — et des enfants qui ont des tendances biologiques à la dépression ou à l'anxiété peuvent aussi utiliser la nourriture comme source de réconfort.

Il est difficile de poser un diagnostic catégorique. Chaque cas est différent.

Mme Michelle Ferreri: Merci. J'aimerais beaucoup voir des données. Je ne sais pas si vous avez quelque chose à présenter au Comité à ce sujet.

Lorsque nous nous penchons sur les travaux du Dr Stuart Shanker, ou sur l'autodiscipline, et que nous examinons la suralimentation ou l'utilisation de l'alimentation comme technique d'autodiscipline, nous constatons qu'il s'agit d'un phénomène répandu. Je comprends ce que vous dites. Chaque cas est unique.

Mes questions visent à savoir s'il serait utile d'investir dans l'accès aux services de soutien en santé mentale pour les enfants lorsque nous constatons, comme nous l'avons entendu dans le témoignage d'aujourd'hui, la détérioration de la santé mentale des enfants. Le gouvernement libéral avait promis 4,5 milliards de dollars dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé mentale, mais nous n'en avons toujours pas vu la couleur. Ne serait-il pas très avantageux de l'ajouter?

Nous parlons de publicité, et c'est important, mais ne serait-il pas utile de comprendre la cause sous-jacente de ce que la nourriture fait à notre corps et d'éduquer les enfants pour qu'ils la comprennent? Nous constatons également une augmentation des

troubles de l'alimentation chez les jeunes femmes et les jeunes hommes.

Dr Tom Warshawski: Je vais essayer de démêler tout cela.

La prévalence des troubles de l'alimentation a augmenté, mais elle reste infime par rapport à l'incidence des surpoids malsains et de l'obésité. La santé mentale est un aspect extrêmement important. Je dirais que 80 % de ma pratique porte sur l'anxiété, la dépression, l'autisme et le TDAH, donc c'est un grave problème. C'est une cause importante de morbidité.

Si l'on examine la relation temporelle entre l'augmentation du poids malsain chez les enfants et les jeunes au Canada depuis, disons, 1975, elle s'explique surtout par les changements dans l'environnement de l'alimentation, et non dans celui de la santé mentale. Cela ne veut pas dire que la santé mentale n'est pas extrêmement importante, bien au contraire.

Vous avez aussi parlé d'éduquer les enfants. Nous savons que la connaissance des médias ne fonctionne pas. Nous savons que les enfants sont crédules. Ils ont tendance à croire ce qu'on leur dit, et ils ne penseraient certainement jamais que les publicités criardes qu'on leur présente à la télévision concernent des aliments qui sont mauvais pour la santé. Je dissocierais donc ces deux aspects.

La recherche de meilleurs soins de santé mentale est d'une importance vitale, et elle devrait commencer par des cours prénataux. Elle devrait commencer par les parents. C'est vraiment très important. Cela devrait se faire sur une voie distincte et devrait être dissocié des autres efforts visant à améliorer l'environnement de l'alimentation.

Je ne dénigre pas le rôle de l'activité physique. Comme les représentants de Bon départ et de ParticipACTION l'ont dit, l'activité physique est très importante pour la santé mentale et la condition physique, mais ce n'est pas le principal levier pour régler les problèmes de surpoids.

• (1155)

Mme Michelle Ferreri: Avez-vous dit que la connaissance des médias ne fonctionne pas? Est-ce bien ce que vous avez dit?

Dr Tom Warshawski: C'est exact.

Mme Michelle Ferreri: Pouvez-vous nous expliquer pourquoi? Pourquoi la connaissance des médias...? Si vous sensibilisez la population aux effets des médias... Je ne comprends pas ce que vous dites.

Dr Tom Warshawski: Les programmes d'étude des médias qui s'adressent aux enfants n'ont pas été efficaces du tout. Les messages qu'on y enseigne sont trop sérieux, ennuyeux, brefs, et ils ne font pas le poids face à l'attrait et à l'éclat de la publicité.

Mme Michelle Ferreri: Merci.

Madame Webb, vous avez d'excellents programmes qui permettent aux enfants d'avoir accès à de la nourriture à l'école, surtout pour les plus vulnérables.

Avez-vous des données ou des statistiques sur le nombre de programmes d'alimentation scolaire qui sont appuyés strictement par des groupes de parents, par opposition à ceux qui le sont par une organisation comme la vôtre?

Mme Carolyn Webb: Nous n'avons pas de données précises. Comme il n'existe pas de programme national, nous n'avons pas non plus de banque de données nationale indiquant exactement qui dirige les programmes. Nous comptons 240 organisations membres, et la plupart des programmes sont administrés, d'après ce que j'ai vu, par les districts scolaires, et il y a aussi des groupes de parents qui se réunissent pour organiser des services comme un bar à salades ou un programme de repas chauds. Je pense que ce que nous avons vu dans tout le pays, c'est qu'on se débrouille avec les moyens du bord grâce aux gens qui offrent leurs ressources et donnent de leur temps.

Oui, il existe des groupes de parents qui se réunissent pour servir de la nourriture. Ils ne le font peut-être qu'une fois par semaine ou peut-être 20 fois par année, mais ils le font. Il y a aussi des programmes de repas chauds, où les gens apportent de la nourriture de l'extérieur ou offrent des services de traiteur par l'entremise du conseil scolaire. Je pense que tous les modèles existent. Je dirais qu'il est plus courant que les organisations offrent des programmes de repas solides, mais oui, il y a toute une gamme de modèles. Cela a beaucoup à voir avec les particularités des collectivités et le fait qu'il y ait ou non des parents actifs, alors effectivement, différents services sont offerts.

Mme Michelle Ferreri: Merci.

Le président: Merci, madame Webb et madame Ferreri.

La parole est maintenant à M. Hanley, pour cinq minutes.

M. Brendan Hanley (Yukon, Lib.): Merci beaucoup.

Je remercie tous les participants de leurs témoignages très intéressants.

Monsieur Warshawski, j'aimerais commencer par vous.

Je pense que vous avez dit très clairement ce que nous pourrions faire du point de vue de la politique en matière de publicité sans mettre en vigueur ce qui est déjà dans la *Gazette*, en plus de tout ce que le projet de loi C-252 pourrait ajouter.

Peut-être devrions-nous aller au-delà de ce que nous devrions faire pour restreindre la publicité et reprendre un peu la question des connaissances en nutrition soulevée par Mme Ferreri. Comment pouvons-nous nous améliorer à cet égard?

En tant que médecin, je ne pense pas avoir été bien renseigné sur la nutrition ni sur ce qu'il faut dire ou conseiller. La majeure partie de ce que j'ai appris se trouvait dans les lectures que j'ai faites. Il y a les connaissances que doivent avoir les professionnels de la santé et aussi celles que doivent avoir les parents afin de pouvoir guider leurs enfants. Les documents et les médias qui portent sur la nutrition sont en pleine effervescence, mais on néglige trop souvent le fondement des bonnes pratiques en alimentation.

Pourriez-vous nous dire comment, du point de vue des politiques, nous pourrions améliorer les connaissances en nutrition?

Dr Tom Warshawski: J'aime bien votre emploi du mot « fondement » parce que cela ramène l'idée de garder les choses simples.

Comme vous, en tant que médecin, je ne m'y connais pas tellement en nutrition. Je pense qu'on est de plus en plus conscient des calories, des glucides et de certains composants. Les gens n'y font pas attention, et nous parlons en fait d'aliments entiers — d'acheter et de cuisiner des aliments entiers à la maison. C'est la base de la littérature alimentaire.

Nous savons de plus en plus que la cause la plus probable de la mauvaise santé est la consommation d'aliments ultratransformés. Nous devons donc adopter le style brésilien de l'assiette entière. Le nouveau Guide alimentaire canadien offre aussi un bon modèle d'assiette saine. Je pense que nous devons simplifier les choses dans une certaine mesure et nous concentrer sur les aliments entiers, les aliments que votre grand-mère ou votre arrière-grand-mère reconnaîtrait comme des aliments, des aliments qui ne sont pas ultratransformés.

L'habitude de cuisiner et de manger ensemble à la maison ferait partie des bonnes habitudes alimentaires. Ce sont des choses fondamentales, comme d'éviter les sucres simples ajoutés. Vous pouvez prendre vos sucres simples une ou deux fois par semaine, mais pas tous les jours.

On ne veut pas vraiment diaboliser les aliments, mais d'un autre côté, ce que certains diététistes appellent le bon sens en alimentation n'est pas si courant. Il y a beaucoup de parents qui ne cuisinent pas et leurs enfants ne savent pas cuisiner, alors nous devons revenir aux principes de base et simplifier les choses.

● (1200)

M. Brendan Hanley: Merci.

Sur un thème connexe, j'aimerais m'adresser à vous brièvement, madame Webb.

Merci d'être venue.

Sur votre site Web, vous parlez de réussites à l'échelon local et de programmes d'alimentation scolaire au Canada. Je sais qu'au Yukon, nous avons des initiatives autochtones qui semblent réussir à intégrer des aliments locaux, mais je me demande si vous pourriez nous indiquer de bons modèles dans notre pays dont nous pourrions nous inspirer, particulièrement d'un point de vue rural et nordique.

Mme Carolyn Webb: Oui. Merci.

Vous avez parlé de bons modèles. La Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon offre un excellent programme qui nourrit les élèves et qui fait appel à des traiteurs locaux pour fournir des aliments traditionnels. C'est un programme assez répandu auquel nous faisons souvent référence.

À Terre-Neuve-et-Labrador, l'association des dîners scolaires offre un programme où on paie selon ses moyens. Les familles peuvent payer à l'aide d'une application logicielle pour éviter de stigmatiser leurs enfants. Elles paient selon leurs moyens, que ce soit rien du tout ou tout ce qu'elles peuvent se permettre. Les enfants reçoivent un repas chaud à l'école pendant la journée, qui est produit par des traiteurs locaux.

Il y a autant de modèles différents que de régions. Certaines ont de très bons programmes de petits déjeuners. Par exemple, à ma connaissance, 95 % des élèves des écoles de la Nouvelle-Écosse prennent un petit déjeuner à l'école.

Je pense que nous avons toutes sortes d'excellents modèles dont nous pouvons nous inspirer et parmi lesquels on peut choisir ce qui convient le mieux. Il existe des programmes qu'on appelle « De la ferme à l'école », qui sont vraiment novateurs et où des agriculteurs, des producteurs ou des cueilleurs locaux apportent de la nourriture à l'école et interagissent avec les enfants. Ils produisent les aliments et les servent.

Merci d'avoir amené cette idée. Nous avons d'excellents modèles que nous pouvons élaborer, soutenir et étendre.

M. Brendan Hanley: Merci.

Le président: Merci, madame Webb.

[Français]

Monsieur Garon, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

M. Jean-Denis Garon: Merci, monsieur le président.

Monsieur Di Buono, je m'intéresse beaucoup à la façon dont l'État peut financer les initiatives qui aident les enfants à faire sport. À l'époque du gouvernement Harper, on avait mis en place un crédit d'impôt non remboursable pour le sport amateur. Il a été prouvé que ce crédit d'impôt n'avait eu aucun effet sur le sport, qu'il était régressif, qu'il donnait de l'argent aux familles riches qui dépendaient déjà pour le sport et qu'il n'apportait rien aux pauvres.

L'approche des libéraux a consisté à bonifier de façon importante l'Allocation canadienne pour enfants pour mettre de l'argent directement dans les poches des parents.

Nous, au Bloc québécois, nous pensons que cela doit se faire en partie dans les écoles et que les provinces devraient être mieux financées. Il y a une politique nationale à cet égard, au Québec.

Croyez-vous que cela fait partie du coffre à outils du gouvernement fédéral que de transférer l'argent aux provinces et au Québec pour qu'ils soient en mesure de financer des initiatives sportives?

M. Marco Di Buono: C'est une très bonne question.

Permettez-moi de répondre en anglais pour être plus clair.

[Traduction]

Je vous remercie de votre question.

Il faut reconnaître que l'école est un des nombreux endroits dans l'écosystème communautaire qui jouent le rôle important d'offrir aux enfants et aux jeunes des occasions de faire du sport, de l'activité physique et des loisirs, mais il y a aussi les services des parcs et loisirs municipaux, les organisations qui desservent la jeunesse et les clubs sportifs locaux.

Le mécanisme dont on s'est servi pour l'initiative du Sport communautaire pour tous — identifier des organisations nationales comme ParticipACTION, Bon départ et bien d'autres pour cerner, au cœur même de la vie communautaire, les occasions qu'il faut soutenir et financer — était un excellent mécanisme pour amener les fonds là où cela compte.

Il peut y en avoir d'autres. Nous savons que des fédérations sportives nationales, par l'entremise de Sport Canada, s'occupent de distribuer des sommes considérables aux organisations provinciales et, de là, aux associations et aux clubs sportifs locaux.

On pourrait adopter une approche de portefeuille, bien franchement, pour amener le financement là où on en a besoin.

• (1205)

[Français]

M. Jean-Denis Garon: Merci.

Il me reste 15 secondes.

Brièvement, croyez-vous que la perte de contrôle dans les fédérations sportives, comme ce qui s'est passé notamment à Gymnas-

tique Canada et lors d'initiations au hockey, pourrait décourager les enfants, incluant les jeunes filles, à faire du sport?

[Traduction]

M. Marco Di Buono: Là encore, c'est une très bonne question.

Il faut reconnaître que le sport se pratique dans bien d'autres endroits que les clubs locaux. La grande majorité des organismes que nous appuyons sont à la périphérie du sport organisé. Ils offrent des endroits sécuritaires, accueillants et inclusifs pour les enfants. Nous constatons d'ailleurs qu'ils ne suffisent pas à la demande comparativement à certaines installations sportives classiques.

En bref, je pense que les jeunes ne manquent pas d'endroits où faire du sport sans être exposés aux dangers dont nous entendons parler dans les enceintes du sport plus organisé.

Le président: Merci, monsieur Di Buono.

Nous passons maintenant à M. Davies, qui dispose de deux minutes et demie.

M. Don Davies: Merci.

Madame Webb, pour revenir à votre mémoire, la Coalition pour une saine alimentation scolaire recommande l'accès « universel » à un programme national de repas nutritifs dans les écoles. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi la Coalition préconise un programme universel plutôt que d'en offrir un en fonction des moyens des familles?

Mme Carolyn Webb: Un de nos principaux arguments est que les enfants de tous les groupes socioéconomiques ne mangent pas bien et que tous doivent avoir accès à des aliments sains à l'école. Beaucoup d'entre eux font peut-être un long trajet d'autobus s'ils vivent à la campagne, ou bien leurs parents travaillent de longues heures et n'ont pas le temps de cuisiner de bons repas, ou encore ils n'ont pas le budget nécessaire. Il y a toutes sortes de raisons qui font que des enfants n'ont pas accès à une saine alimentation durant la journée scolaire.

Avec un programme universel, on vise tous les élèves. Il y a aussi le fait que les programmes ciblés et fondés sur les moyens n'atteignent pas les objectifs fixés. Ils entraînent beaucoup de stigmatisation, de sorte que les personnes à qui ils s'adressent hésitent à participer.

M. Don Davies: Je comprends. Merci.

Docteur Warshawski, le projet de loi C-252 limiterait la publicité sur les aliments et les boissons destinée aux enfants de moins de 13 ans, et vous avez très bien expliqué pourquoi les enfants sont particulièrement vulnérables à cet âge-là.

Cependant, je m'interroge au sujet des enfants de 14 à 18 ans. Ils ont peut-être plus de discernement devant ce qu'ils voient à la télévision, mais ce sont des enfants qui ont de l'argent. Ils peuvent à leur guise aller s'acheter de quoi manger, y compris de la malbouffe. Que pensez-vous de l'idée de restreindre la publicité sur les aliments et les boissons destinée aux enfants de 14 à 18 ans?

Dr Tom Warshawski: Nous serions ravis que cela se produise. En fait, c'était ce que nous propositions dès le début en 2015, lorsque nous avons rencontré le gouvernement.

Vous avez raison au sujet des adolescents et de leur vulnérabilité. Ils ont de l'argent de poche, moins de surveillance et des facteurs particuliers qui jouent dans leurs relations sociales. À l'adolescence, on se détache de ses parents et on se rapproche de ses pairs, qui deviennent très importants. Il y a aussi chez eux un besoin de gratification immédiate, qui en fait des cibles idéales pour la publicité, grâce à la géolocalisation et à des techniques perfectionnées de marketing généré par les utilisateurs, alors oui, ils sont extrêmement vulnérables.

Nous aimerions évidemment que la protection soit étendue à ce groupe. Une des choses dont nous avons discuté avec Santé Canada, c'est que quand nous aurons obtenu la protection pour les enfants de moins de 13 ans— et j'espère que cela ne tardera pas — nous devrions examiner comment évolue la publicité. Ce pourrait être comme au jeu de la taupe: on interdit la publicité destinée aux enfants de moins de 12 ou 13 ans, et tout à coup, elle se tourne davantage vers les adolescents. Qu'est-ce qui se passe avec cette publicité-là? Quel effet a-t-elle sur les comportements d'achat?

Il faut d'abord protéger les jeunes enfants, puis surveiller ensuite ce qui se passe avec les adolescents.

• (1210)

M. Don Davies: Merci.

Le président: Merci, docteur Warshawski.

Nous passons maintenant à M. Kitchen, qui dispose de cinq minutes.

M. Robert Kitchen (Souris—Moose Mountain, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins de leur présence aujourd'hui et de leurs exposés, parce qu'ils nous apportent des renseignements précieux.

Nous connaissons tous la valeur de l'activité physique pour nos jeunes et nos enfants. Comme nous l'avons entendu maintes fois, elle réduit la tension artérielle, elle diminue le risque de diabète de type 2, elle rehausse l'estime de soi et enrichit les aspects sociaux des choses. Beaucoup de vos organismes y contribuent.

Nous sommes aussi témoins ici au Canada des énormes effets de l'inflation mondiale sur le coût de la nourriture, et la « juste inflation » est juste un facteur qui y contribue énormément.

En plus de cela, nous avons eu...

M. Adam van Koeverden: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Je vais donner le bénéfice du doute à l'honorable député, en supposant que ce soit un lapsus, mais je pense qu'il est inapproprié d'utiliser ce genre de langage en comité.

Une voix: Je n'y vois pas matière à invoquer le Règlement.

M. Robert Kitchen: Il n'y a pas de quoi invoquer le Règlement. Nous ne sommes pas à la Chambre.

Le président: Eh bien, les mêmes règles s'appliquent, jusqu'à un certain point, mais poursuivez, monsieur Kitchen.

M. Robert Kitchen: Merci. Je suppose que mon temps a été ajusté en conséquence.

Le président: Tout à fait.

M. Robert Kitchen: Merci.

Au bout du compte, ce que nous voyons, c'est un coût inflationniste énorme, et vous en avez parlé un peu. Ce que nous avons vu aussi, cependant, c'est que le gouvernement a modifié le Guide alimentaire canadien.

Avant de devenir député, j'ai passé 30 ans à enseigner et à éduquer mes patients et leurs proches au sujet du Guide alimentaire canadien. Les modifications qui ont été apportées vont en changer considérablement de nombreux aspects. Les coûts inflationnistes des aliments qui sont maintenant inclus dans ce guide vont représenter tout un défi pour vous, madame Webb...

J'aimerais entendre vos commentaires. Est-ce que vous suivez le nouveau guide, et quelles augmentations de coûts voyez-vous venir?

Mme Carolyn Webb: Je peux parler seulement de ce qu'en disent les membres de la Coalition. Je suis au service de la Coalition, je n'administre pas de programmes moi-même.

Votre question est précisément de savoir si les programmes suivent le guide alimentaire. Je dirais que cela dépend du programme. Certains ont des lignes directrices provinciales et territoriales à suivre en matière de nutrition, et ces lignes directrices sont modifiées peu à peu pour correspondre au guide alimentaire. Ces programmes vont donc se calquer sur le guide alimentaire.

La COVID-19 a créé beaucoup de difficultés, surtout lorsque les enfants étaient en confinement à la maison. Beaucoup de programmes ont été adaptés pour qu'on puisse leur livrer des boîtes de nourriture dans certains cas, ou d'autres choses. La nourriture était souvent préemballée. Les restrictions sanitaires à l'époque limitaient souvent l'accès aux aliments entiers frais, de sorte que beaucoup de programmes ont régressé vers les aliments transformés. Je crois qu'on revient tranquillement aux aliments entiers, et dans bien des cas, on s'efforce de suivre le guide alimentaire.

M. Robert Kitchen: Je comprends.

À ce propos, est-ce que vos organismes craignent d'être tenus responsables éventuellement s'ils ne suivent pas le Guide alimentaire canadien?

Mme Carolyn Webb: Je n'ai rien entendu au sujet de la responsabilité. Ce dont j'entends beaucoup parler, c'est de l'intérêt qu'on a à servir des aliments sains et entiers aux enfants et de la volonté de le faire dans la mesure du possible.

Une des principales préoccupations est le manque de financement et la difficulté qu'il peut y avoir à répondre aux exigences du guide alimentaire avec un budget si serré qu'il reste seulement 15 cents pour un repas ou autre chose.

M. Robert Kitchen: Merci.

Monsieur Di Buono et monsieur Antunes, je comprends vos propos. J'appuie ParticipACTION, de même que le programme Bon départ. J'y ai participé et je reconnais leur grande valeur.

Ce qui est malheureux, c'est que nous avons vu avec la COVID... Je me souviens de l'époque où ParticipACTION faisait les manchettes, avec son Suédois de 60 ans en meilleure forme que le Canadien de 30 ans. Ce genre d'information a semblé faire défaut durant la pandémie. Je crois savoir qu'il y a beaucoup de financement qui est accordé pour promouvoir cela.

Je me demande si vous pourriez nous dire, monsieur Antunes, ce qui s'est passé durant cette période.

M. Elio Antunes: Je vous remercie de votre question.

Si je peux revenir en arrière, je crois que vous avez commencé en disant que nous accordions de la valeur à l'activité physique. Je ne dirais pas cela. Je dirais plutôt que nous ne valorisons pas l'activité physique. Seulement 28 % des enfants respectent les lignes directrices nationales en matière d'activité physique. Je pense que nous comprenons les bienfaits de l'activité physique, mais je ne pense pas que nous la valorisons, en tant que société. Si c'était le cas, nous veillerions à ce que les enfants puissent bouger tous les jours, que ce soit à l'école, à la maison ou dans la collectivité. En tant que pays, nous devons vraiment nous assurer d'y accorder une grande valeur et de le démontrer concrètement par des investissements et des politiques.

On parle de sensibilisation. Cela fait partie de l'équation. Notre secteur, dans son ensemble, est très sous-financé. Notre organisation, par exemple, existe depuis 52 ans, mais nous envisageons de cesser graduellement nos opérations au-delà du 31 mars, parce que notre financement prend fin. Il faut continuer d'investir non seulement dans des organisations, mais aussi dans des politiques et des programmes qui valorisent l'activité physique pour les enfants, où qu'ils soient. Voilà pour un premier point.

Il y a autre chose en ce qui concerne la pandémie: c'est difficile parce que la plupart d'entre nous ont fini par passer à des modes de soutien virtuels ou en ligne. Nous l'avons fait parce que tout le monde était confiné à la maison. En un sens, nous avons contribué au problème de l'inactivité physique en étant rivés à nos écrans. Je pense qu'il y a un effort à faire pour ramener les gens à des programmes de sport et d'activité physique en présentiel.

• (1215)

Le président: Je vous remercie, monsieur Antunes.

La parole est maintenant à M. Powlowski. Vous avez cinq minutes.

M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Je voulais parler de l'importance d'inciter les enfants à faire du sport, mais sous un angle différent.

Je suis le député de la circonscription Thunder Bay—Rainy River qui comprend plusieurs petites localités comme Atikokan et Fort Frances. La ville de Thunder Bay et, en particulier, ces petites localités ont besoin d'attirer des immigrants parce qu'elles n'auront pas assez de Canadiens pour combler les emplois. Le problème, c'est que bon nombre des immigrants qui s'établissent dans ces petites localités n'y restent pas. Ils finissent par partir vers de grands centres qui abritent une communauté ethnique plus nombreuse et qui ont plus à leur offrir. Dans les petites villes, en hiver, beaucoup d'immigrants venus de pays au climat plus chaud restent dans la maison et ne sont pas heureux.

La situation change dès que leurs enfants commencent à jouer au hockey. Mon épouse est venue des Philippines il y a 15 ans. Au début, tous ses amis étaient originaires des Philippines. Quand deux de mes enfants sont entrés dans une équipe de hockey mineur, elle est soudainement devenue experte en hockey. Vous devriez l'entendre crier à l'arbitre: « Hors-jeu! » Aujourd'hui, la plupart de ses amis ne font pas partie de la communauté philippine.

Je trouve que le hockey est un excellent moyen d'intégrer les immigrants à la société canadienne et de les occuper dans les petites villes. Et pas seulement le hockey, le ski aussi. En plus d'être une

activité importante, c'est aussi un moyen d'intégration à la société. Je pense qu'il est très important de sortir dehors.

Monsieur Di Buono, l'organisme Bon départ a beaucoup travaillé dans ce domaine. Comment le gouvernement fédéral collabore-t-il avec des organisations comme la vôtre pour inciter les jeunes à jouer au hockey? Si vous me permettez de faire un autre commentaire, je dirais qu'en plus des enfants immigrants, beaucoup de jeunes Autochtones trouvent que le coût de participation au hockey mineur est un véritable obstacle financier.

M. Marco Di Buono: C'est une excellente question. Je vous en remercie.

Je pense que nous devrions simplement chercher à les inciter à participer aux activités sportives et physiques offertes dans leur localité.

Nous avons travaillé en partenariat avec le gouvernement fédéral en 2015-2016, au moment de l'afflux de réfugiés syriens au Canada, et plus récemment lors de l'arrivée de familles afghanes, il y a plus d'un an. Au cours de ces expériences, nous avons mis au point, en collaboration avec bon nombre de nos partenaires régionaux, une pratique exemplaire pour mobiliser les familles nouvellement arrivées — je dis bien les familles, pas seulement les enfants — dans le but de créer des environnements propices et des approches d'encadrement et de leadership qui tiennent compte des traumatismes. Cela permet aux enfants de se sentir chez eux et de se familiariser avec leur nouvelle collectivité, tout en encourageant éventuellement la participation des familles et leur enracinement à long terme au sein de ces collectivités.

Nous avons mis en place des programmes pour les nouveaux arrivants à Edmonton, à Winnipeg et à Surrey, en Colombie-Britannique, ainsi que dans tout le Canada atlantique et partout ailleurs et ils fonctionnent très bien. Les enfants s'intègrent maintenant à des formes plus traditionnelles de sport organisé. Comme je l'ai déjà dit, il existe de nombreux programmes en marge du sport organisé qui mettent l'accent sur la nouvelle expérience canadienne et visent à aider les jeunes à acquérir des compétences et des habiletés qu'ils pourront ensuite utiliser dans des clubs locaux plus typiques de hockey, de soccer ou de basketball.

Je dirais que cela revient à dire qu'il faut continuer à investir dans l'initiative Le sport communautaire pour tous, comme l'a fait le gouvernement. C'est la première fois que nous observons un apport financier important à la source même du sport, là où les activités sportives sont importantes et où les experts savent comment répondre aux besoins de ces enfants et de ces familles.

• (1220)

M. Marcus Powlowski: Monsieur Antunes, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Elio Antunes: D'un autre côté, nos responsables des programmes doivent également veiller à ce que les programmes soient pertinents et culturellement adaptés aux nouveaux arrivants. Autant nous voulons intégrer les gens à nos sports traditionnels, autant nous devons aussi chercher à élargir nos programmes pour nous assurer que tout le monde peut profiter de ces possibilités.

M. Marcus Powlowski: Docteur Warshawski, plusieurs pays ont décidé de taxer les boissons sucrées, comme le Mexique, la France, la Hongrie, la Finlande, la Norvège, la Belgique, le Chili, la Barbade et certains États des États-Unis. Je crois savoir que Terre-Neuve vient de présenter un projet de loi dans ce sens.

Pourquoi le Canada ne l'a-t-il pas encore fait? On pourrait penser... Nous sommes l'un des pays les plus progressistes au monde. L'industrie a-t-elle exercé des pressions pour l'en empêcher?

Dr Tom Warshawski: Je pense que l'industrie y est pour quelque chose, mais il y a aussi la réticence naturelle du gouvernement à hausser les taxes. C'est un phénomène mondial.

Au cours de la dernière décennie, nous avons rencontré divers ordres de gouvernement, tant au niveau provincial que fédéral, pour promouvoir cette mesure. En Colombie-Britannique, nous avons réussi à persuader le gouvernement de supprimer une exonération de la taxe de vente provinciale dont bénéficiaient les boissons sucrées. Je pense que la prochaine étape consiste à mettre en place une mesure similaire au niveau fédéral ou dans plusieurs provinces.

Je souhaite que cela se fasse et je vous invite à me faire part de vos conseils sur la façon de faire avancer ce dossier.

Le président: Je vous remercie, docteur Warshawski.

Nous passons maintenant à M. Viersen. Vous avez cinq minutes, monsieur.

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie également les témoins de leur présence aujourd'hui.

Je vais m'adresser à M. Di Buono et à M. Antunes.

Quel est l'impact de notre sentiment général de sécurité sur tout cela? Quand j'étais jeune, je me souviens que j'allais à la patinoire locale tous les après-midi pour jouer au hockey. Je remarque qu'il n'y a plus personne aujourd'hui sur les terrains de baseball après les heures de classe. Quand j'étais jeune, ces activités n'étaient pas organisées. Nous allions tout simplement jouer au baseball avec une balle et un gant.

J'ai l'impression que même si la police vient nous dire que, d'après les statistiques, notre collectivité est plus sûre que jamais, le sentiment général de sécurité semble s'éroder. Est-ce là une constatation qui ressort de vos travaux d'analyse et de recherche?

Nous vous écoutons, monsieur Di Buono.

M. Marco Di Buono: La sécurité est l'un des obstacles que les jeunes mentionnent, mais ce n'est pas du tout le principal obstacle qu'ils expriment. En général, les coûts viennent en tête de liste. Chez les filles et les jeunes femmes, le sentiment de confiance en soi arrive au deuxième ou au troisième rang, et la liste continue.

Le sentiment d'insécurité existe, mais ce n'est certes pas la principale préoccupation des jeunes. Pour être franc, le transport est un obstacle plus important de même que le manque d'installations et d'équipements. Ce sont là des facteurs beaucoup plus importants qui empêchent les enfants de participer à ces activités dans leur collectivité.

M. Elio Antunes: C'est perçu comme un problème, mais la recherche indique clairement — pour ce qui est de l'activité physique, à tout le moins — que les problèmes liés à la sécurité ne sont pas en hausse dans les collectivités. Bien entendu, à cause des médias de la conjoncture, nous sommes tout simplement plus au courant des problèmes qui surviennent. Selon moi, il s'agit davantage d'une perception d'insécurité.

J'ajouterais que nous devons travailler avec les dirigeants municipaux, parce qu'il leur arrive de mettre en œuvre des politiques qui vont à l'encontre des efforts déployés pour inciter les jeunes à être

plus actifs dans leurs collectivités. Je parle notamment de l'interdiction du hockey de rue ou de la luge. De nombreux règlements municipaux empêchent les enfants d'être physiquement actifs.

Pour revenir à ce que vous avez dit au sujet des terrains de baseball qui sont inutilisés, il doit absolument y avoir de solides partenariats entre les municipalités et les établissements d'éducation, parce que les deux possèdent des installations sportives. Les écoles n'ont souvent pas accès aux installations municipales lorsque celles-ci ne sont pas utilisées durant la journée et, vice versa, les municipalités n'ont pas accès aux installations scolaires lorsqu'elles sont inutilisées en soirée.

Nous devons redoubler d'efforts pour mettre en place une approche axée sur l'ensemble de la communauté pour faire en sorte que l'activité physique et le sport soient à la portée de tout le monde.

M. Arnold Viersen: Allez-y, monsieur Ellis.

• (1225)

M. Stephen Ellis (Cumberland—Colchester, PCC): Merci beaucoup, monsieur Viersen, et merci à vous aussi, monsieur le président.

Je remercie les témoins de leur présence.

Monsieur Antunes, j'ai une brève question pour vous. Je vous ai peut-être mal compris, mais avez-vous dit que le financement que vous recevez pour l'ensemble du programme ParticipACTION prendra fin le 31 mars ou que son renouvellement était menacé?

M. Elio Antunes: Oui, il se terminera à cette date.

M. Stephen Ellis: Négociez-vous activement avec le gouvernement à ce sujet?

M. Elio Antunes: Nous demandons du financement, comme beaucoup d'autres organisations. Compte tenu des modalités des programmes de financement, c'est dans le cadre du processus budgétaire que les demandes de financement doivent être présentées. Nous avons travaillé fort et nous avons discuté avec bon nombre de vos collègues pour qu'ils soutiennent le renouvellement de notre financement, oui.

M. Stephen Ellis: Merci beaucoup.

Si vous me permettez de poursuivre, monsieur le président, j'aimerais savoir depuis combien de temps ParticipACTION existe.

M. Elio Antunes: Depuis 52 ans.

M. Stephen Ellis: L'organisation existe depuis 52 ans et elle est décrite, si je puis dire, comme l'image de marque de l'activité physique au Canada. Je suis convaincu que tout le monde autour de cette table la connaît, mais elle risque de disparaître abruptement.

M. Elio Antunes: C'est exact.

M. Stephen Ellis: C'est choquant.

Ma question est donc la suivante: selon vous, quelles en sont les répercussions sur les jeunes Canadiens, en particulier, et sur les Canadiens en général?

C'est une question très vaste, j'en suis conscient, et il ne nous reste que quelques secondes. Pouvez-vous répondre brièvement?

M. Elio Antunes: Comme je l'ai mentionné dans mes observations, la solution de ce problème requiert le soutien d'une diversité d'organisations. ParticipACTION ne peut résoudre, à elle seule, la crise de l'inactivité physique, mais nous jouons un rôle important aux côtés de nos partenaires.

Notre but est de nous assurer que cet enjeu demeure prioritaire aux yeux non seulement des décideurs, mais de l'ensemble des Canadiens afin de les motiver et de les aider à demeurer actifs.

Nous parlons beaucoup de sport ici, mais l'objectif de notre organisation est d'inciter les gens à bouger davantage pour le simple plaisir de bouger. S'ils bougent davantage et adoptent un mode de vie plus actif et plus sain, ils seront alors plus enclins à participer à des programmes sportifs et à se nourrir plus sainement.

Nous mettons l'accent sur un mode de vie sain et actif et veillons à ce que les gens aient les possibilités et le soutien nécessaires pour surmonter les obstacles qui les empêchent d'être plus actifs au quotidien.

Le président: Je vous remercie, monsieur Antunes.

M. Marco Di Buono: Si vous me permettez de glisser un mot, je rappelle qu'il faut tenir compte du facteur économique également.

En 2020, une coalition d'intervenants du milieu du sport, de l'activité physique et des loisirs de la grande région de Calgary a publié un rapport indiquant qu'à Calgary seulement, l'activité économique directement attribuable au sport, à l'activité physique et aux activités récréatives représentait 3,3 milliards de dollars par année et 43 000 emplois.

S'il y a une baisse des taux d'activité physique chez les adultes et les enfants, elle aura d'importantes répercussions sur l'économie et l'emploi. Si vous n'êtes pas convaincus des bienfaits pour la santé et des avantages sociaux que procurent le sport, l'activité physique et les activités récréatives, ce solide argument économique peut vous en convaincre.

Le président: Je vous remercie, monsieur Di Buono.

Nous entendrons maintenant M. Jowhari. Vous avez cinq minutes.

M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président.

Je souhaite la bienvenue à tous les témoins.

Au cours de la dernière année, j'ai eu l'occasion de rencontrer diverses organisations, notamment des représentants de ParticipACTION. Lors de notre rencontre du 6 décembre dernier, nous avons eu une discussion très fructueuse. Je peux vous assurer que de ce côté-ci de la Chambre, mes collègues et moi sommes tout à fait disposés à fournir le soutien dont l'organisme a besoin.

J'aimerais poursuivre dans la même veine que mon collègue, M. Ellis.

Au cours de cette réunion, nous avons parlé de l'approche pangouvernementale, si vous vous souvenez bien.

Je vais vous donner environ une minute pour parler de... Au cours de cette même discussion, vous avez aussi souligné des retombées positives que le financement aura sur votre organisation, non seulement sur le gouvernement, mais sur la société dans un sens beaucoup plus large.

M. Elio Antunes: J'ai dit que le taux d'inactivité physique était de 28 %, soit 11 % de moins qu'avant la pandémie. Nous ne faisons déjà pas assez d'efforts auprès des enfants, avant la pandémie, pour les inciter à faire de l'activité physique, mais la situation est encore pire aujourd'hui.

En plus de tout ce que je viens de dire au sujet des enfants actifs qui sont en meilleure santé, plus heureux et obtiennent de meilleurs résultats scolaires, il y a un très solide argument économique à faire valoir concernant les coûts des soins de santé.

Le problème, c'est que je ne peux pas faire état des retombées de l'activité physique aujourd'hui. Elles se manifesteront dans 10 ou 20 ans. En tant que décideurs et dirigeants, nous devons penser à l'avenir de notre pays du point de vue des soins de santé. Si les Canadiens, les gens qui vivent au Canada, ne sont pas plus actifs, nous allons en payer le prix plus tard. Soit nous investissons dès maintenant dans des programmes, des politiques et des approches qui incitent et aident les gens à bouger, soit nous en payerons le prix plus tard en soins de santé. Il y a là matière à réflexion.

L'autre point que je tiens à ajouter, c'est que nous prenons du retard à l'échelle internationale. Le Canada se targue d'être un chef de file. En collaboration avec 58 autres pays, nous analysons les tendances en matière d'activité physique chez les enfants et les jeunes. Nous nous classons au 28^e rang sur 58 pays. Tous les pays utilisent tous notre bulletin. Ils tirent parti de nos connaissances et de notre leadership éclairé, mais bon nombre d'entre eux se sont dotés de politiques qui produisent des résultats notables, tandis que le Canada traîne encore plus derrière. Ne serait-ce que par fierté nationale, je pense que nous devons faire mieux.

• (1230)

M. Majid Jowhari: Merci.

Il me reste environ deux minutes et quelques secondes, et j'aimerais m'adresser à Mme Webb.

Dans le mémoire que vous avez présenté au Comité, à la section intitulée « Un programme national de repas nutritifs dans les écoles au Canada », vous soulignez que deux ministres ont reçu le mandat d'élaborer un programme national de repas nutritifs dans les écoles. Dans votre préambule à la recommandation, vous parlez de miser sur les programmes existants en « investissant dans un programme universel de saine alimentation scolaire à frais partagés », puis vous demandez que soient affectés 1 milliard de dollars sur cinq ans, soit environ 200 millions de dollars par année.

Vos recommandations sont très intéressantes. Elles sont au nombre de sept plus précisément. Pouvez-vous profiter du temps qu'il me reste pour passer rapidement en revue ces sept recommandations, afin qu'elles figurent au compte rendu, en plus d'avoir été fournies par écrit?

Vous avez la parole, madame Webb.

Mme Carolyn Webb: Merci beaucoup.

Par où commencer?

La coalition a énoncé huit principes directeurs qu'un programme national d'alimentation scolaire devrait suivre selon nous.

Un tel programme devrait promouvoir la santé, conformément au Guide alimentaire canadien. Il devrait être universel et accessible à tous les élèves.

Je ne sais pas si vous voulez parler des recommandations précises.

Il y a l'aspect des frais partagés. De nombreuses provinces et de nombreux territoires financent déjà ce genre de programmes, alors regroupons le tout pour pouvoir avoir un programme bien financé qui peut répondre aux besoins des élèves.

Nous encourageons également la souplesse dans les programmes, afin qu'ils puissent répondre aux besoins et s'appuyer sur ce qui existe déjà dans les collectivités. Les avenues sont si diverses qu'il serait dommage d'imposer une solution universelle.

Nous demandons que les programmes dans les collectivités autochtones soient contrôlés par ces dernières et qu'ils soient financés de façon durable.

Nous demandons aussi que les programmes tiennent compte des objectifs en matière d'alimentation dans les écoles, l'approvisionnement local pouvant générer de nombreux avantages économiques.

Il y a beaucoup de possibilités en matière de littératie alimentaire. Le fait de mettre en pratique le guide alimentaire et de faire participer les élèves à l'acquisition de certaines de ces compétences alimentaires leur profitera toute leur vie. Cela peut vraiment avoir une incidence sur les familles. Les enfants pourront ramener à la maison ces compétences alimentaires et sont susceptibles de demander de cuisiner des aliments qu'ils ont déjà mangés dans le cadre des programmes, et ils peuvent aussi acquérir des compétences en budgétisation.

Nous demandons également que les programmes soient dotés de solides critères d'évaluation, qu'ils ne comportent pas de publicité destinée aux enfants et qu'ils soient assortis de normes relatives aux conflits d'intérêts.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion d'expliquer cela davantage.

M. Majid Jowhari: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, madame Webb.

[Français]

La parole est à M. Garon pour deux minutes et demie.

M. Jean-Denis Garon: Ma question s'adresse à M. Antunes.

Je trouve qu'on parle peu des municipalités. Ce sont beaucoup les Villes et les municipalités qui ont la responsabilité de développer les infrastructures sportives et, surtout, de faire en sorte que ces infrastructures sportives soient accessibles gratuitement à tous et à toutes, aux familles, sous forme d'un bien public. Il existe beaucoup de programmes de financement des infrastructures à Ottawa, où l'argent est budgété et pas dépensé et où la négociation est difficile avec les provinces, etc.

Seriez-vous en faveur d'un meilleur financement de ce type d'infrastructures municipales, qui rendent le sport accessible aux familles?

• (1235)

[Traduction]

M. Elio Antunes: Tout à fait.

Pour ce qui est des activités sportives et de l'activité physique, les trois ordres de gouvernement doivent travailler en collaboration. Le gouvernement fédéral a un rôle de leadership important à jouer.

Cependant, oui, il ne fait aucun doute que beaucoup de programmes et d'installations sont contrôlés par les municipalités.

Un certain nombre de programmes de subvention des infrastructures ont été offerts aux municipalités. Je dirais cependant que cela ne va pas assez loin. Par exemple, nous venons d'investir dans une importante infrastructure de transport actif. Cet argent est allé directement aux municipalités locales pour créer des sentiers et des pistes cyclables. Le problème, c'est que si nous n'appuyons pas cela en adoptant des mesures vigoureuses de marketing social et de communication pour changer les normes sociales en matière de transport actif, de telles infrastructures seront construites, mais elles ne seront pas utilisées. Nous devons construire des infrastructures, mais nous devons aussi nous assurer que les gens les utilisent.

À mon avis, c'est là que le gouvernement fédéral pourrait jouer un rôle important pour appuyer ce que font les municipalités.

[Français]

M. Jean-Denis Garon: Madame Webb, j'ai lu votre mémoire, dans lequel vous demandez 200 millions de dollars supplémentaires pour les infrastructures, entre autres.

On lit aussi dans votre mémoire que les fonds seraient versés directement aux écoles et aux organismes ou aux provinces. En effet, au Québec, une école publique ne peut pas recevoir des fonds directement du gouvernement fédéral. C'est illégal.

J'adore votre mission. Je trouve que ce que vous faites est important. Dans un contexte de contraintes institutionnelles, j'aimerais savoir quelles approches vous avez faites et quelles relations vous avez développées avec le gouvernement du Québec de façon à ce qu'on puisse avancer vers une politique nationale québécoise en cette matière. En effet, la Chambre des communes a reconnu, il y a moins de deux ans, la nation québécoise.

Mme Carolyn Webb: Je vous remercie de votre question. Je vais y répondre en anglais.

[Traduction]

Vous avez abordé un certain nombre de points. Je vais parler du financement des infrastructures.

Nous avons demandé des fonds pour les infrastructures parce que beaucoup d'écoles n'ont pas de cuisines ou d'endroits où cultiver des aliments. Nous avons dit qu'il pourrait être très important d'obtenir une subvention ou un financement des infrastructures auprès d'autres sources pour soutenir les écoles. Dans certains cas, il est possible de faire des rénovations simples qui permettraient de cuisiner beaucoup plus. On ne peut pas préparer des aliments nourrissants et sains dans une école si on n'a pas d'espace pour hacher des légumes et tout le reste. C'est un élément important. Le financement pourrait être versé directement à des organismes par l'entremise de subventions comme celles du Fonds des infrastructures alimentaires locales ou d'autres mécanismes.

Je crois que votre autre question portait sur notre collaboration avec le gouvernement du Québec.

Le collectif est une section de la coalition au Québec. Il a eu des discussions avec le gouvernement provincial concernant la possibilité d'accepter des fonds fédéraux et d'élaborer et d'appuyer les programmes qui existent dans la province.

Le président: Merci, madame Webb.

Allez-y, monsieur Davies. Vous avez deux minutes et demie.

M. Don Davies: Merci.

Madame Webb, je crois qu'aux dernières élections fédérales, les libéraux et les néo-démocrates ont promis de dépenser 1 milliard de dollars sur quatre ou cinq ans pour établir un programme de nutrition scolaire.

Nous approchons de la présentation du budget pour 2023. Avez-vous des indications que le gouvernement libéral actuel va respecter cette promesse?

Mme Carolyn Webb: Comme vous l'avez dit, le NPD s'est engagé à verser 1 milliard de dollars sur quatre ans et le gouvernement libéral, 1 milliard de dollars sur cinq ans. Dans les discussions que nous avons eues, les gens ne cessent de dire qu'ils s'intéressent à cette question et qu'elle leur tient beaucoup à cœur. J'aimerais bien avoir une boule de cristal, mais tout ce que je sais, c'est que nous nous battons fort. Nous parlons à toutes les personnes susceptibles de nous aider, mais n'avons pas...

M. Don Davies: Vous n'avez pas encore vu cet argent.

Mme Carolyn Webb: Nous n'avons pas vu cet argent. Nous n'avons pas eu d'engagement ferme.

Comme je l'ai dit, nous nous adressons à tous ceux à qui nous pouvons nous adresser et nous espérons obtenir des résultats bientôt. Les programmes ont vraiment besoin de ces fonds.

M. Don Davies: Docteur Warshawski, dans votre déclaration préliminaire, vous avez dit que l'obésité juvénile nous coûte 7 milliards de dollars par année.

Je déteste ramener cela à l'argent, parce que c'est de nos enfants canadiens qu'il est question et que l'on pourrait penser que le fait de veiller à prendre les mesures nécessaires pour les garder en santé est évidemment la principale considération. Je me demande simplement, en ce qui concerne notre système de soins de santé, qui subit de telles pressions ces derniers temps, si nous devons mettre en œuvre un grand nombre de ces mesures de lutte contre l'obésité — cesser de faire de la publicité auprès des enfants et offrir de meilleures activités physiques et une meilleure alimentation, etc. —, quelles seraient les répercussions économiques, disons, pour la génération à venir.

• (1240)

Dr Tom Warshawski: Merci de la question.

Ce n'est qu'une hypothèse, mais l'Université de Waterloo a mené une étude sur les avantages financiers de l'imposition d'une taxe sur les boissons sucrées. Je n'ai pas l'étude sous les yeux, mais il me semble qu'il s'agissait d'environ 1 milliard de dollars par année sur 25 ans en économies de coûts en soins de santé liés au rôle que joue l'excès de sucre dans le régime alimentaire.

Il y aura certainement des avantages. L'analyse coûts-avantages montre clairement qu'il y a certainement des avantages à réduire l'incidence du surpoids et de l'obésité chez les enfants, ainsi qu'à améliorer la nutrition et l'activité physique.

M. Don Davies: Merci.

Monsieur Antunes, il me semble que si nous prenions cette question au sérieux en tant que pays, nous nous assurerions que, dans toutes les écoles, 60 minutes d'activité physique par jour sont prévues pour chaque enfant de 6 à 18 ans.

Je sais que c'est de compétence provinciale, mais est-ce quelque chose que nous devrions faire en tant que pays?

M. Elio Antunes: Oui. Absolument.

Les écoles doivent offrir des cours d'éducation physique quotidiens de qualité. Nous devons valoriser l'éducation physique et l'activité physique au même titre que les mathématiques, les sciences et toutes les autres matières de base. Tout à fait.

Je dirais cependant que nous devons appuyer les écoles des collectivités pour veiller à ce que leurs programmes soient également accessibles aux enfants. Nous devons veiller à ce que les familles accordent aussi de l'importance à l'activité physique, de sorte que, peu importe l'endroit où se trouve l'enfant — à l'école, dans la collectivité ou à la maison —, les valeurs que représente l'activité physique soient reconnues comme importantes pour sa santé et son bien-être en général.

Les écoles ont certainement un rôle important à jouer.

M. Don Davies: Merci.

Le président: Merci, monsieur Antunes.

Allez-y, monsieur Ellis. Vous avez cinq minutes.

M. Stephen Ellis: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je m'excuse, docteur Warshawski. Je suis arrivé au moment où vous avez pris la parole.

Je me demande ce que vous disiez exactement au sujet de la littératie alimentaire et des enfants. Je ne sais pas exactement quels ont été vos propos. Avez-vous mentionné que ce n'était pas utile ou qu'il n'avait pas été prouvé que cela était bénéfique? Vous pourriez peut-être nous en dire plus à ce sujet.

Dr Tom Warshawski: C'est exact.

Un certain nombre d'administrations se sont penchées sur l'amélioration de la littératie alimentaire et l'impact de séances didactiques sur le comportement. Je ne dirais pas qu'il n'y a pas d'impact, mais je pense qu'il est éclipsé par le pouvoir de la publicité à laquelle les enfants sont exposés.

Le budget consacré à la publicité de boissons et d'aliments malsains s'élève à plus de 1 milliard de dollars par année. On fait appel à des spécialistes du marketing, à des sportifs et à des personnages de bande dessinée. Cette publicité est omniprésente. Elle se retrouve partout sur Internet et dans les médias sociaux. Elle est vue des milliards de fois par année dans les médias sociaux. C'est gigantesque par rapport aux connaissances diffusées dans les médias.

M. Stephen Ellis: Cela ne veut pas dire que cela ne fonctionne pas. Cela veut peut-être dire qu'il n'y a pas assez de ressources.

À mon avis, la question évidente est de savoir quel serait le résultat de ne pas enseigner aux enfants ce qu'ils doivent manger et ce qu'ils ne doivent pas manger. Comment pourraient-ils faire de bons choix dans ce cas? Je suppose que cela fait partie du problème.

Dr Tom Warshawski: L'éducation est nécessaire, mais je ne pense pas que nous devrions nous fier à cela pour que les habitudes alimentaires des enfants changent de façon substantielle.

Cela tient en partie à la neurobiologie des enfants, à leurs perceptions neurocognitives. L'organe de pensée du cerveau — le cortex préfrontal — ne se développe pas complètement avant l'âge de 20 ou 25 ans. Chez les enfants, surtout ceux de moins de 12 ans, il est relativement peu développé.

Nous avons aussi parlé du rôle des émotions et du rôle de la mémoire chez les enfants.

Oui, je pense qu'il est important de transmettre des messages cohérents au sujet des choix alimentaires appropriés; cependant, ce n'est pas un outil fiable pour modifier considérablement leurs habitudes alimentaires.

M. Stephen Ellis: Merci beaucoup, docteur Warshawski.

Cependant, il est clair que nous avons besoin d'une multitude d'outils, parce que nous ne faisons pas de progrès à l'heure actuelle. Cet important problème continue de s'aggraver.

Aux États-Unis, l'American Academy of Pediatrics a adopté un point de vue très différent sur l'obésité juvénile et son traitement chez les enfants de plus de 12 ans, en préconisant des choses comme la chirurgie bariatrique et l'utilisation de médicaments. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet et nous dire comment cela pourrait s'inscrire dans un modèle canadien, le cas échéant?

Dr Tom Warshawski: Si vous examinez l'énoncé des mesures clés comprises dans les recommandations de l'AAP, vous constaterez qu'elles ne diffèrent pas beaucoup de ce qui a été recommandé au Canada. Il est question de surveillance et de détection précoce des écarts par rapport aux trajectoires de poids santé, et une fois le diagnostic posé, il est question de changements de comportement fondamentaux. On parle de nutrition. On parle d'activité physique. Il est question de stigmatisation. Il est question de santé mentale. Ce sont des éléments fondamentaux.

Il est aussi question — et je ne veux pas utiliser trop de jargon médical — de chercher des comorbidités, des choses comme l'hypertension, les niveaux élevés de lipides sanguins, l'apnée du sommeil et ce genre de choses. Ces problèmes sont courants au nord et au sud de la frontière.

On parle beaucoup des recommandations concernant les interventions pharmacologiques et aussi la chirurgie bariatrique. Mon point de vue à ce sujet — et je pense que les lignes directrices qui guident la pratique canadienne tiennent également compte de cela —, c'est que ce sont des étapes importantes pour les adolescents qui souffrent vraiment, disons, de diabète de type 2, d'hypertension, de syndrome métabolique et de ce genre de choses. C'est un peu un effort de dernier recours.

Avec l'avènement prometteur des analogues du GLP — Wegovy, Ozempic et ce genre de choses —, pour moi, ce serait une occasion pour les fournisseurs de soins de santé d'intervenir, non pas au moyen d'une intervention irréversible comme la chirurgie bariatrique, mais avec la pharmacologie. Cependant, ce n'est pas pour demain.

Comme je l'ai mentionné plus tôt dans mes observations, l'aspect unique du Canada par rapport aux États-Unis, c'est que nous avons la possibilité d'une intervention réglementaire importante à l'échelle nationale. Le fait de restreindre la publicité de boissons et aliments mauvais pour la santé destinée aux enfants contribuerait à réduire la consommation de ces produits, qui sont fortement liés au surpoids et à l'obésité. La taxation du sucre ou des boissons sucrées peut se faire à l'échelle nationale. On parle de mesures progressistes. L'activité physique peut également être augmentée à l'échelle nationale.

Je pense qu'il y a des choses que nous pouvons faire en amont, je l'espère, pour réduire le besoin de quelque chose d'aussi draconien que la chirurgie bariatrique.

• (1245)

Le président: Merci, docteur Warshawski.

La parole est maintenant à M. van Koeverden, pour cinq minutes.

M. Adam van Koeverden: Merci, monsieur le président. Ma première question s'adresse à ParticipACTION.

En tant que représentant du ministre de la Santé, je suis en route pour assister à des réunions FPT dans le cadre des Jeux du Canada à l'Île-du-Prince-Édouard, et l'une des choses sur lesquelles nous nous concentrons avec nos homologues provinciaux et territoriaux, c'est l'activité physique. ParticipACTION a-t-elle conclu d'importants accords bilatéraux avec les provinces et les territoires? Sinon, cela pourrait-il contribuer à l'atteinte d'objectifs comme l'activité physique quotidienne dans les écoles?

M. Elío Antunes: Nous avons actuellement des accords de financement avec le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador et le gouvernement de la Saskatchewan. Nous avons une relation de longue date avec le ministère de la Santé de la Colombie-Britannique, mais elle a pris fin et n'a pas été renouvelée; il y a eu un changement de gouvernement il y a quelques années.

Oui, nous avons quelques accords. Nous travaillons avec tous les gouvernements provinciaux et territoriaux dans un contexte de collaboration et d'échange d'information, mais du point de vue du financement, ce n'est qu'avec ces deux gouvernements à l'heure actuelle. En tant qu'organisme, nous devons être très prudents, parce qu'ils financent aussi des organismes provinciaux. Nous voulons nous assurer que tout type de financement que nous obtenons à l'échelle provinciale n'enlève rien à certaines de nos organisations partenaires, parce que, comme je l'ai dit, nous sommes très sous-financés dans l'ensemble. C'est une question d'équilibre, si vous voulez, dont nous devons toujours tenir compte.

M. Adam van Koeverden: Merci. C'est très utile.

Je m'adresse au Dr Warshawski, sur Zoom. Comment la nature de la publicité et les marges de profit ou les activités liées aux aliments sucrés, salés et gras profitent-elles de notre penchant très répandu à l'égard de ces aliments? Ma question a une saveur un peu anthropologique, je suppose, parce qu'en tant qu'humains, notre évolution a fait en sorte que nous sommes portés vers ces aliments. Comment ces grandes entreprises, comme celles des croustilles, du chocolat et des boissons sucrées, peuvent-elles profiter de cela?

Dr Tom Warshawski: J'ai ce même penchant lié à l'évolution, alors je crois en la médecine évolutive.

Je dirais que l'intention de l'industrie alimentaire n'est pas de nuire à personne. Elle fabrique des produits alimentaires attrayants, tant salés que sucrés. L'évolution fait en sorte que nous voulons maximiser notre apport calorique. Nous sommes attirés par le goût du sel et du gras, parce que pendant la plus grande partie de l'histoire de l'humanité, ces substances n'étaient pas facilement disponibles.

Il y a un excellent livre de Moss intitulé *Salt Sugar Fat*, qui explique comment l'industrie alimentaire fonctionne. Son modèle d'affaires est bon. Elle a des groupes de discussion. Elle essaie différentes formulations de croustilles, par exemple, et elle commercialise celles qui contiennent la bonne quantité de sel, de sucre et de gras et qui ont une saveur agréable qui plaît énormément aux gens. J'adore les croustilles. Je ne peux pas résister à ces produits, alors j'essaie de ne pas en avoir à la maison, sauf les fins de semaine. Ça marche. Je suis content de moi.

• (1250)

M. Adam van Koeverden: Je vous entends. J'aime aussi les croustilles, et j'ai remarqué que malgré l'augmentation du coût de la nourriture, les sacs de croustilles coûtent encore 1,50 \$ à l'épicerie. Leur prix n'a pas beaucoup augmenté.

Ma prochaine question s'adresse à la Fondation Bon départ de Canadian Tire.

Monsieur Di Buono, vous avez parlé de l'initiative Le sport communautaire pour tous. Pourriez-vous nous donner des exemples précis d'interventions qui ont permis d'atteindre certains des objectifs établis par l'organisation dans le cadre de cette initiative?

M. Marco Di Buono: Il faudrait que la réunion dure quelques heures de plus.

Dans notre cas, nous avons reçu près de 7 millions de dollars de l'initiative Le sport communautaire pour tous, somme que nous avons égalée. Nous avons réussi à rejoindre près de 2 000 organisations partout au pays.

Par exemple, dans la région de Calgary, on utilise la planche à roulettes comme outil pour aider les jeunes Autochtones à surmonter le traumatisme intergénérationnel des pensionnats. Il y a un programme destiné aux filles et aux jeunes femmes autochtones dans le Lower Mainland. C'est un groupe fantastique appelé All My Relations, qui utilise le basketball comme outil pour soutenir la culture autochtone et améliorer l'activité physique et les loisirs.

J'ai parlé plus tôt des programmes destinés aux nouveaux arrivants. Nous en avons partout au pays, qu'il s'agisse de hockey pour les jeunes ou de programmes comme la Free Play Society à Edmonton, qui a une approche adaptée aux traumatismes pour accueillir les familles de nouveaux arrivants, ainsi que les enfants, dans ses installations.

La liste est longue. Le sport en tant qu'outil dans une optique intersectionnelle a le pouvoir d'aider les enfants à atteindre leur plein potentiel. Au cours de la dernière année, grâce au soutien que nous avons reçu, nous avons pu aider plus de 440 000 jeunes partout au Canada.

Le président: Merci, monsieur Di Buono, d'avoir réussi à résumer en une minute et demie cette réponse qui aurait pu prendre deux heures. Vous avez été très efficace.

Nous allons passer à M. Kitchen, s'il vous plaît, pour cinq minutes.

M. Robert Kitchen: Merci, monsieur le président.

Je m'excuse auprès de vous, monsieur Antunes. Il y a peut-être quelque chose qui m'a échappé. Selon votre bulletin de 2020, l'activité physique des enfants et des jeunes Canadiens obtient la note D+. Je crois comprendre que la note est maintenant de D, ce qui m'amène à dire qu'il y a peut-être eu un autre bulletin en 2022. Je ne l'ai pas vu passer.

Si c'est le cas, pourriez-vous le déposer ou nous le communiquer? Je vous en serais reconnaissant.

M. Elio Antunes: Oui, nous avons un bulletin pour 2022. Je l'ai remis au greffier, mais il n'a pas encore été distribué. Nous pourrions certainement le faire après la réunion.

M. Robert Kitchen: Merci beaucoup. C'est très apprécié.

À ce sujet, je sais que ParticipACTION a reçu 4,6 millions de dollars pour le Défi Ensemble. Je crois aussi savoir, monsieur Di

Buono, que Bon départ a reçu 6,8 millions de dollars. Il se trouve que j'ai examiné le budget. Dans le rapport sur le Défi Ensemble, vous parlez de 800 subventions de 5 000 \$ disponibles. Si on fait un calcul rapide, cela fait 4 millions de dollars.

Les frais d'administration sont-ils de 600 000 \$?

M. Elio Antunes: Oui, dans le cadre de ce programme en particulier, l'intention était de fournir une partie de ce financement aux organismes locaux pour les programmes, alors je crois que nous étions limités à 15 % pour les coûts administratifs, opérationnels et de programmation. Des 4,6 millions de dollars que ParticipACTION a reçus, 4 millions iront directement aux organisations locales.

M. Robert Kitchen: Merci.

Monsieur Di Buono, quels sont vos frais d'administration?

M. Marco Di Buono: Ils sont pratiquement nuls. Nous sommes dans la position unique de faire payer tous nos frais administratifs par la Société Canadian Tire. Afin de nous assurer que l'argent soit versé le plus rapidement possible, nous en avons utilisé une petite partie pour recruter un employé, afin d'accélérer les choses. Depuis, nous avons intégré cette personne dans notre effectif et nous l'avons incluse dans nos dépenses administratives générales que Canadian Tire couvre généreusement.

• (1255)

M. Robert Kitchen: Merci beaucoup. C'est très apprécié.

Une bonne partie de ce dont vous avez parlé concernait les organisations qui participent au financement de groupes spécialisés. C'est un défi. Un groupe me passionne beaucoup, soit Olympiques spéciaux Canada, et l'excellent travail qu'il fait auprès des athlètes ayant une déficience intellectuelle, y compris nos enfants et nos jeunes.

Comme vous l'avez indiqué, la valeur du sport est utilisée pour accroître leur confiance, leur estime de soi, leurs connaissances, leur camaraderie et leurs amitiés, tout cela venant s'ajouter à l'activité physique. Olympiques spéciaux Canada reçoit essentiellement 6,6 millions de dollars par année dans tout le pays pour ce faire.

Avez-vous établi un partenariat avec Olympiques spéciaux Canada ou avez-vous envisagé de le faire? L'un ou l'autre d'entre vous peut répondre.

M. Marco Di Buono: Je peux certainement vous répondre.

Nous avons financé, et continuons de financer, de nombreuses sections d'Olympiques spéciaux Canada partout au pays, dans le cadre de programmes précis. Nous avons accordé des subventions à de nombreuses sections pour aider les jeunes participants à se rendre à certains des événements nationaux qui, heureusement, ont repris après la pandémie. C'est une relation que nous entretenons partout au pays. Je ne peux pas vous donner de montant précis, mais je me ferai un plaisir de fournir cette information au greffier après la réunion.

M. Robert Kitchen: Merci beaucoup.

Monsieur Antunes, est-ce oui ou non?

M. Elio Antunes: En ce qui concerne l'initiative Le sport communautaire pour tous, nous avons reçu des demandes et nous les évaluons. L'argent sera distribué au cours des prochaines semaines, alors je ne peux pas vous dire exactement ce que nous avons financé, mais nous avons certainement une relation de longue date avec Olympiques spéciaux Canada. Je ne serais pas surpris qu'ils fassent partie des bénéficiaires du financement.

M. Robert Kitchen: Merci. Je vous en suis reconnaissant, parce que cela m'encourage à penser que s'ils ont pris les mesures nécessaires pour présenter une demande, celle-ci a été au moins prise en considération. Je vous en remercie.

M. Elio Antunes: Je vous en prie.

Le président: Merci, monsieur Kitchen.

La dernière série de questions de la réunion d'aujourd'hui sera posée par M. Hanley. Vous avez cinq minutes.

M. Brendan Hanley: Merci. Je vais commencer à nouveau par le Dr Warshawski.

Comme j'adore moi aussi les croustilles, je voulais aussi souligner un livre de David Kessler, qui a considérablement changé ma perspective. Il s'intitule *The End of Overeating*, mais il porte surtout sur cette combinaison toxique du sucre, du sel et du gras.

Il ne fait aucun doute que nous avons besoin de gras et de sel dans notre alimentation. Je ne pense pas que nous ayons besoin de sucre, cependant. Le sucre comporte-t-il des avantages pour la santé, mis à part peut-être sa capacité à reconforter les jeunes enfants lorsqu'ils ont mal? Le sucre ou les glucides raffinés présentent-ils des avantages pour la santé?

Dr Tom Warshawski: Je ne suis au courant d'aucun avantage autre que le fait que c'est une source d'énergie rapide, et je suis sûr que cela peut faire l'objet d'un débat. Adam van Koevorden peut parler de ce qu'il y a de mieux pour alimenter le corps des gens qui font du sport. Du point de vue de l'évolution, pendant la majeure partie de l'évolution humaine, il était vraiment important d'ingérer des calories le plus rapidement possible. C'est peut-être la raison pour laquelle nous avons développé un goût pour le sucre, et non pas en raison de son utilité. En fait, certains pensent que le sucre peut contribuer au développement du cancer et d'autres maladies, sans parler du fait qu'il favorise le diabète de type 2, l'hypertension et des choses du genre.

Je dirais que non, mais le sucre en petites quantités est important. Il ajoute du plaisir et de la saveur. Avec modération, le sucre est bien. Le problème, c'est que dans l'environnement alimentaire moderne, 66 % des aliments transformés contiennent du sucre ajouté. Ce n'est pas nécessaire et ce n'est pas utile.

M. Brendan Hanley: D'accord. Merci. C'est une excellente façon de décrire la situation. Je pense que nous devons améliorer la façon dont nous communiquons les effets néfastes des glucides raffinés dans nos communications, notre politique alimentaire, notre étiquetage et tout cela.

Ma prochaine question est pour vous, monsieur Di Buono. Vous savez sans doute qu'à Whitehorse, il n'y a pas si longtemps, nous avons participé à l'ouverture d'un magnifique terrain de jeu accessible financé par le programme Bon départ. Nous savons à quel point les terrains de jeux sont importants, en plus des autres installations favorisant l'activité physique, mais tout cela a un coût. Que pouvons-nous faire en tant que gouvernement fédéral pour aider à éliminer les obstacles financiers? Pouvons-nous faire plus?

À la fin de la réunion, nous aurons peut-être l'occasion de parler de la façon d'améliorer l'accessibilité, dans le contexte plus particulier du Canada rural, des conditions hivernales, des groupes qui méritent l'équité et des minorités autochtones et racisées. Quelles sont les principales mesures que nous pourrions prendre pour améliorer l'accessibilité?

• (1300)

M. Marco Di Buono: C'est une excellente question.

Pour répondre brièvement, je dirais que nous faisons vraiment participer les collectivités. Nous les invitons à nous faire part de leurs besoins et nous ne présumons de rien.

Par exemple, lorsque nous nous sommes adressés à la collectivité de Whitehorse, nous lui avons demandé son avis sur la conception, l'emplacement et la taille de l'espace de jeu que nous voulions offrir. Des options de rechange existaient. Ils auraient pu envisager des terrains polyvalents. Ils auraient pu envisager des parcs pour la planche à roulettes et ainsi de suite.

En fait, nous préconisons que tout ce que nous faisons, dans une optique de sport, d'activité physique et de loisirs, doit venir de la base. Il faut faire participer les enfants et les jeunes. Je demande instamment au Comité de veiller à ce que nous entendions leurs voix avant de mettre en œuvre une politique, avant de créer quelque changement que ce soit et avant d'imposer quelque changement systémique que ce soit dans la façon dont nous essayons de traiter tous ces sujets importants.

Nous devons écouter leurs voix. Nous ne reconnaissons pas à quel point ils sont intelligents, ils s'expriment bien et ils connaissent bien leurs besoins. Le fait d'écouter ce qu'ils ont à dire a été très positif pour créer un changement significatif et tangible pour ces enfants.

M. Brendan Hanley: Je crois qu'il me reste 15 secondes.

Monsieur Antunes, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Elio Antunes: Je n'ai rien à ajouter. Je pense que c'est une très bonne réponse.

Le président: Merci, monsieur Hanley. Vos 12 dernières secondes iront à M. Powlowski.

[Français]

M. Marcus Powlowski: Je pense que c'est aujourd'hui la dernière journée de M. Garon au Comité. Est-ce bien le cas?

M. Jean-Denis Garon: C'est fort probablement le cas. Je vais donc prendre 3 de ces 12 secondes pour vous saluer tous et toutes et vous dire qu'il a été très agréable de travailler ici, avec vous.

M. Marcus Powlowski: Je veux remercier M. Garon de sa présence au cours des derniers mois. Il a été un très bon collègue de comité.

Merci beaucoup, monsieur Garon.

Le président: Ce sentiment est unanime.

Merci, monsieur Garon.

[Traduction]

Je tiens à dire à tous nos témoins que ces quelques heures ont été absolument fascinantes. Merci beaucoup d'avoir été parmi nous. Il me semble aller de soi que lorsqu'il s'agit d'activité physique, de saine alimentation et de publicité destinée aux enfants, nous savons tous de quel côté nous devons nous ranger, mais la profondeur que vous avez apportée à la discussion et la façon dont vous avez communiqué ces points seront extrêmement utiles pour la rédaction du rapport. Nous vous en sommes reconnaissants.

Plaît-il au Comité de lever la séance?

Des députés: D'accord.

● (1305)

Le président: La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>